



Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable – Branche Eau

Plan d'acquisition des Terrains

**AEP des populations rurales
de la Province de Driouch**

Table des matières

GLOSSAIRE	3
RESUME EXECUTIF.....	4
1 INTRODUCTION	5
1.1 LE PROJET	5
1.2 OBJECTIFS ET PRINCIPES DU PATU	5
1.3 CADRE LEGAL REGISSANT L'ACQUISITION DES TERRAINS	6
2 DESCRIPTION DU PROJET ET DE SES IMPACTS SOCIAUX.....	13
2.1 CONTEXTE DU PROJET.....	13
2.2 NATURE DES INFRASTRUCTURES.....	13
2.3 LES IMPACTS SOCIAUX DU PROJET.....	15
2.4 LES IMPACTS SOCIAUX DE L'ACQUISITION DES TERRAIN :	16
3 SEANCES DE CONSULTATION ET D'INFORMATION AVEC LES POPULATIONS CONCERNEES, AUTORITES LOCALES ET AUTRE PARTIES PRENANTES :	18
3.1 CONSULTATIONS REALISEES DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION	19
3.2 CONSULTATIONS PLANIFIEES DANS LE CADRE DE L'INTERVENTION DE L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS)	20
4 MODALITES DE RECENSEMENT ET D'INDEMNISATION DES POPULATIONS	22
4.1 RECENSEMENT DES TERRAINS ET DES POPULATIONS	22
5 MECANISME DE GESTION DES DOLEANCES	28
5.1 RECOURS A L'AMIABLE	28
5.2 RECOURS PAR VOIE DE JUSTICE	28
5.3 MECANIMES DE GESTION DES DOLEANCES PROPRES A L'ONEE	28
6 BUDGET, CALENDRIER,SUIVI ET MONITORING	30
6.1 FINANCEMENT DES ACQUISITIONS DE TERRAINS :	30
6.2 PLAN PREVISIONNEL DE MISE EN OEUVRE DES OPERATIONS D'EXPROPRIATION ET DE COMPENSATION.....	31
6.3 MODALITES DE SUIVI	32
7 CONCLUSION	34
ANNEXES	35
ANNEXE A- REGIME FONCIER ET STATUT DES TERRES	36
REGIMES FONCIERS.....	36
PROCEDURE D'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE	38
ANNEXE B – METHODOLOGIE D'INTERVENTION DE L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS).....	42

GLOSSAIRE

AEP	:	Alimentation en Eau Potable
AL	:	Autorité Locale
APD		Avant-projet Détaillé
APS		Avant-projet Sommaire
BF	:	Bornes Fontaines
BI		Branchement Individuel
CAE	:	Commission Administrative d'Evaluation
CCEL	:	Commission de Constatation de l'Etat des Lieux
CDG	:	Caisse de Dépôt et de Gestion
CR		Commune Rurale
DAJ	:	Direction Affaires Juridique et Foncières
DCC	:	Direction de la Coopération et de la Communication
DEP	:	Direction Généralisation d'Eau Potable
DH/MDH		Dirham Marocain/Millions de Dirhams Marocains
DPA		Direction du Patrimoine
DRi	:	Directions Régionales de l'ONEE
DTI	:	Direction Technique et Ingénierie
EMS		Équipes de Mobilisation Sociale
GEP		Généralisation de l'Eau Potable
IGT		Ingénieur Géomètre Topographe
ONEE	:	Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable
P.O	:	Politique Opérationnelle de la Banque Mondiale
PAT	:	Plan d'Acquisition des Terrains
PCAT	:	Plan Cadre d'Acquisition des Terrains
PGES		Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PV	:	Procès-verbal
PVAA	:	Procès-Verbal d'Accord à l'Amiable
SAU	:	Surface Agricole Utile
USD		Dollars EU

RESUME EXECUTIF

Afin d'augmenter l'accès à l'approvisionnement en eau potable (AEP) en milieu rural, le Royaume du Maroc a mis en place le programme de Généralisation de l'Eau Potable (GEP), mis en œuvre par l'ONEE. Ce programme repose principalement sur le développement de réseaux de desserte par piquage sur les conduites régionales existantes ou projetées de l'ONEE à partir duquel sont desservies les populations rurales d'un grand nombre de douars et villages. La desserte s'effectue essentiellement par des Bornes Fontaines (BF). L'ONEE initie toutefois, avec le soutien de la Banque mondiale, un programme de développement de la desserte par Branchements Individuels (BI) dans les zones satisfaisant les prérequis d'adhésion, techniques, environnementaux, sociaux et financiers.

La Banque Mondiale appuie, à la demande du Gouvernement marocain, le financement et la mise en œuvre de la troisième tranche du programme de Généralisation de l'Eau Potable dans les provinces de Rehamna, Sidi Bennour, Safi, El Jadida, Tiznit et Driouch. Ce projet permettra d'atteindre un taux d'accès de 97% de la population de ces provinces et de 96,5% à l'échelle nationale.

Parmi les nombreux bénéfices du projet, le premier d'entre eux est d'apporter aux populations rurales un service d'eau potable continu et de qualité à proximité de leur domicile, et ainsi d'améliorer significativement la vie des populations qu'il permettra de desservir.

Le projet ne prévoit pas de financer des interventions qui impliqueraient le déplacement physique de populations. Par contre, des acquisitions et des occupations temporaires de terrain seront nécessaires pour la construction des réseaux et des ouvrages financés par le projet, et à ce titre la politique opérationnelle 4.12 (P.O. 4.12) s'applique. Le présent Plan d'Acquisition de terrain (PAT) a été préparé par l'ONEE et sera soumis à la revue et à l'approbation de la Banque mondiale, au préalable de sa publication sur le site Internet de l'ONEE et sur le site de la Banque mondiale. Aucune expropriation (prise de possession des terrains) n'interviendra avant la publication de ce PAT. Le démarrage des travaux sera également assujéti à la compensation effective des populations touchées par l'acquisition de terrain, et la publication du PAT approuvé, qui est une condition de l'entrée en vigueur du projet.

Le PAT documente les différents étapes et actions entreprises, conformément aux dispositions de la réglementation nationale relative aux expropriations ou occupations temporaires pour cause d'utilité publique et aux procédures de compensation y afférentes et en conformité avec les exigences de la PO 4.12 de la Banque mondiale, relative aux déplacements involontaires des populations et aux acquisitions de terrains. Ce PAT concerne les sites affectés par des occupations temporaires ou des acquisitions, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique relatifs à l'AEP des populations rurales de la province de Driouch. Il présente les objectifs et principes du PAT ainsi que le cadre juridique (cf. chapitre 1), le projet et ses impacts (cf. chapitre 2), le cadre de consultation des populations (cf. chapitre 3), les modalités de recensement et d'indemnisation des populations (cf. chapitre 4), les mécanismes de gestion des doléances (cf. chapitre 5) et enfin le budget y afférent et les modalités de suivi (cf. chapitre 6).

Le montant global estimé des compensations relatives à l'AEP des populations rurales de la province de Driouch est de l'ordre de 96 MDH. Ce budget sera révisé et mis à jour au fur et à mesure de l'avancement des procédures et recours éventuels. L'ONEE financera les compensations et coûts associés sur ses fonds propres.

1 INTRODUCTION

1.1 LE PROJET

Afin d'augmenter l'accès à l'approvisionnement en eau potable (AEP) en milieu rural, le Royaume du Maroc a mis en place le programme de Généralisation de l'Eau Potable (GEP), mis en œuvre par l'ONEE. Ce programme repose principalement sur le développement de réseaux de desserte par piquage sur les conduites régionales existantes ou projetées de l'ONEE à partir duquel sont desservies les populations rurales d'un grand nombre de douars et villages. La desserte s'effectue essentiellement par des Bornes Fontaines (BF). L'ONEE initie toutefois, avec le soutien de la Banque mondiale, un programme de développement de la desserte par Branchements Individuels (BI) dans les zones satisfaisant les prérequis d'adhésion, techniques, environnementaux, sociaux et financiers.

La Banque Mondiale appuie, à la demande du Gouvernement marocain, le financement et la mise en œuvre de la quatrième tranche du programme de Généralisation de l'Eau Potable dans les Provinces de Rehamna, Sidi Bennour, Safi, El Jadida, Tiznit, et Driouch. L'accord de prêt n° 8397-MA a été signé le 27 mai 2014 pour un montant de 92 millions d'Euros et 31,72 millions de Dollars. Le coût global du programme a été évalué à 161,8 millions d'Euros soit l'équivalent de 1 755 millions de Dirhams. Le programme vise à :

- a. Étendre et améliorer l'accès à l'AEP à plus de 978 nouveaux douars (villages) et plus de 384 000 habitants ;
- b. Augmenter l'enveloppe et élargir à l'échelle de l'ensemble du périmètre de service de l'ONEE l'accès au mécanisme de préfinancement pour le déploiement des BI ;
- c. Permettre le renforcement du réseau d'accès le cas échéant, en prévision du développement des BI ;
- d. Appuyer par une assistance technique la mise en œuvre de ces nouvelles activités.

Le Projet vise aussi le renforcement des systèmes d'AEP et l'extension de la desserte en Eau Potable, l'amélioration de la qualité de vie des populations rurales desservies, et la prévention des maladies hydriques à travers des mécanismes de gestion adéquate des eaux grises et la promotion des bonnes pratiques d'hygiène.

Ce projet permettra d'atteindre un taux d'accès de 97% de la population de ces provinces et de 96,5% à l'échelle nationale.

1.2 OBJECTIFS ET PRINCIPES DU PAT

Le présent PAT est dédié à l'AEP des populations rurales de la province de Driouch. Il documente les différents actes de gestion et actions entreprises, conformément aux dispositions de la réglementation nationale relative aux expropriations pour cause publique et aux procédures de compensation et en conformité avec les exigences de la politique 4.12 de la Banque mondiale relative aux déplacements involontaires et aux acquisitions de terrains. Ce PAT est donc préparé pour les sites affectés devant faire l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique et d'une occupation temporaire. Les résultats du recensement de base et de l'enquête socioéconomique, les caractéristiques précises des terrains, les taux et modalités de compensation, le cadre juridique, l'arrangement institutionnel, le système de recours, le système de suivi et le budget y afférent y sont consignés. Il concerne pour le moment le sous projet de « l'adduction régional du cercle de Rif » et il sera actualisé au fur et à mesure de l'achèvement des dossiers parcellaires du reste des sous-projets.

Le PAT répond aux prescriptions du PCAT, stipulant qu'en cas d'acquisition de terrain, un Plan d'Acquisition des Terrains (PAT) doit être élaboré pour chacune des zones d'intervention du projet sur la base des informations relatives aux enquêtes parcellaires, qui permettront d'identifier les parcelles à acquérir dans le cadre du projet et les occupations temporaires des terrains qu'il conviendra de dédommager conformément aux dispositions applicables de la réglementation marocaine et de la PO 4.12 de la Banque mondiale. Le PCAT a été élaboré lors de la préparation du projet, approuvés et publiés en février 2014 sur le site Internet de l'ONEE, et le site Info Shop de la Banque Mondiale.

Le présent PAT a été établi conformément aux dispositions réglementaires du Royaume du Maroc et s'appuie sur un examen approfondi du système national (cf. Chapitre 1.4.2) et sa comparaison avec les exigences de la P.O. 4.12 (cf. Chapitre 1.4.4). Il décrit les différentes actions à entreprendre (cf. Chapitre 1.4.5) pour s'assurer que les terrains nécessaires au projet ainsi que leurs occupants soient identifiés et les démarches appropriées soient engagées au moment opportun et selon les procédures et la réglementation en vigueur. Il présente également les mécanismes mis en œuvre par l'ONEE relatifs à l'acquisition des parcelles de terrains pour les besoins du Projet. La version approuvée par la Banque mondiale sera publiée sur le site internet de l'ONEE (rubrique Grands Projets) et sur le site de la Banque mondiale. Enfin, le présent PAT sera mis à jour de manière régulière, au fur et à mesure de l'état d'avancement des procédures (CAE, CCEL, consignations, indemnités effectives) à travers la consolidation et la synthèse des états établis à cet effet et renseignés par les différents intervenants conformément au protocole de suivi et d'évaluation décrit ci-après. Le PAT mis à jour sera soumis à la Banque Mondiale pour aval avant le lancement des travaux programmés au niveau des sites concernés.

1.3 CADRE LEGAL REGISSANT L'ACQUISITION DES TERRAINS

1.3.1 REGIMES FONCIERS

Le Projet requiert l'acquisition d'un ensemble de parcelles dont le nombre et les statuts fonciers sont déterminés durant les enquêtes parcellaires. A ce jour, ces enquêtes ont été achevées pour une partie de ce projet ; il s'agit du sous-projet de « l'adduction régionale du cercle de Rif » et elle est en cours pour le reste des sous projets. Les parcelles affectées par ce sous-projet relèvent des statuts fonciers suivants :

- Melk (876 parcelles) : Il s'agit de la propriété privée de la terre au sens du droit romain (*usus, abusus, fructus*). Les terres *Melk* appartiennent à une ou plusieurs personnes qui en ont pleine jouissance ; les biens relevant de la propriété privée qui se divisent eux-mêmes en Moulkia (biens non titrés mais dont la propriété est démontrée par des actes adulaires – cas largement majoritaire) et les biens titrés, inscrits sous un numéro sur les registres de la conservation foncière ;
- Habous (27 parcelles) : ce sont des biens immeubles immobilisés par le fondateur musulman et dont la jouissance profite aux catégories de bénéficiaires qu'il désigne. Les biens Habous présentent deux caractéristiques principales : la perpétuité et l'insaisissabilité. Ils sont cependant aliénables et peuvent faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique.
- Domaine forestier (1 parcelle) : La gestion du domaine forestier est confiée à l'administration des eaux et forêts (Haut-commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification).
- Domaine privé de l'Etat (1 parcelle) : Les terrains relevant du domaine privé de l'Etat et des collectivités publiques font l'objet soit :
 - d'un accord d'acquisition amiable avec la Direction des Domaines du Ministère des Finances ;
 - d'une procédure d'incorporation au domaine public de l'Etat par décret, concrétisée par une décision d'affectation de ces terrains au domaine public et un Procès-verbal de remise à l'ONEE en tant qu'exploitant.

L'annexe A donne les détails sur le régime foncier marocain dans son ensemble.

1.3.2 CADRE JURIDIQUE

A l'exception du domaine public de l'Etat et certains immeubles bien spécifiés par la loi, tels que les mosquées, les sanctuaires et les cimetières, le domaine public et les ouvrages militaires, tous les biens immobiliers relevant des différents régimes fonciers existants au Maroc, peuvent être aliénables soit par voie d'acquisition de gré à gré, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique ou de distraction (pour le cas du domaine forestier).

En ce qui concerne le domaine public de l'Etat, il peut faire l'objet d'une occupation temporaire matérialisée par une convention ou autre acte juridique établis par l'Administration qui le gère.

Dans le cas des terrains relevant du domaine privé de l'Etat et des collectivités publiques, ils font l'objet soit :

- D'un accord d'acquisition amiable avec la Direction des Domaines du Ministère des Finances ;
- D'une procédure d'incorporation au domaine public de l'Etat par décret, concrétisée par une décision d'affectation de ces terrains au domaine public et un Procès-verbal de remise à l'ONEE en tant qu'exploitant.

Le domaine forestier peut faire l'objet de l'une des formes de mobilisation¹ suivantes :

- Soit par distraction prononcée par décret après avis d'une commission administrative ;
- Soit par échange immobilier ;
- Soit par occupation temporaire sanctionnée par un Arrêté d'occupation temporaire.

Lorsque les biens expropriés sont des biens collectifs, Guiche ou Habous, la procédure d'expropriation se poursuit à l'amiable selon la réglementation régissant ces régimes.

Quant aux terrains appartenant à des particuliers, ils font l'objet d'acquisition par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique soit à l'amiable ou par voie judiciaire

L'expropriation pour cause d'utilité publique est strictement réglementée. La protection de la propriété est un principe à valeur constitutionnelle. En effet, le droit de propriété et la liberté d'entreprendre demeurent garantis. Mais la loi peut en limiter l'étendue et l'exercice si les exigences du développement économique et social de la Nation en dictent la nécessité².

Cependant, le droit de propriété ne peut être cédé que pour cause d'utilité publique et conformément à la réglementation vigoureuse.

En effet, l'expropriation pour cause d'utilité publique, engagée en vertu de la loi 7-81, promulguée par le Dahir 1-81-254 du 6 mai 1982 et publié au Bulletin Officiel n° 3685 du 15 juin 1982 « *ne peut être poursuivie que dans les formes prescrites par la présente loi sous réserve des dérogations y apportées en tout ou en partie par des législations spéciales* »

La procédure de l'expropriation, qui ne peut porter que sur des biens immobiliers et sur tous les droits qui y sont inscrits, tend à maintenir un équilibre entre les intérêts des propriétaires et l'intérêt général. Cette préoccupation législative apparaît dans les conditions et les obligations dictées par la loi, imposant à l'expropriant d'accomplir de manière intégrale des formalités précises et bien définies dans le temps et dans l'espace, dont le but est d'informer les ayants droits.

Ce formalisme, qui procure également à l'autorité expropriante, une sécurité juridique, matérialisée dans les délais impartis aux ayants droit pour se manifester, a été minutieusement organisé par la législation et contrôlé par le juge à travers une procédure d'expropriation précise et bien réglementée. `

La Procédure d'expropriation est présentée en détail en Annexe B.

1.3.3 EXIGENCES DE LA POLITIQUE OPERATIONELLE 4.12

Le présent Plan d'Acquisition du Terrain a été préparé en conformité avec la directive de la Banque Mondiale P.O. 4.12. La politique opérationnelle **P.O. 4.12** Réinstallation Involontaire des Populations s'applique si un projet financé par la Banque Mondiale est susceptible d'entraîner une réinstallation involontaire des populations, des impacts sur leurs moyens d'existence par l'acquisition de terre ou des restrictions d'accès à des ressources naturelles constituant la source principale de subsistance de ces populations locales.

¹Note circulaire n°2088 du 03 mai 2011 du Haut-commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification

²Note circulaire n°2088 du 03 mai 2011 du Haut-commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification

La procédure P.O. 4.12 de la Banque Mondiale **vise à éviter le déplacement des populations et exige la compensation des personnes déplacées**. A travers son application, la Banque cherche à s'assurer que le projet n'aura aucun impact socio-économique négatif sur la population dû à l'acquisition de terrains. Si des personnes subissent des impacts négatifs, celles-ci recevront une assistance et obtiendront une compensation afin que leur condition socio-économique future soit au moins aussi favorable qu'en l'absence du projet.

A travers l'application de cette politique, la Banque Mondiale cherche à s'assurer que le projet n'aura aucun impact socio-économique négatif sur la population. Si des personnes subissent des impacts négatifs, celles-ci doivent recevoir une assistance et obtiendront une compensation afin que leur condition socio-économique future soit au moins équivalente à celle qui était la leur avant le projet.

La P.O. 4.12 couvre les conséquences économiques et sociales directes qui, sont provoquées par :

a) le retrait involontaire³ provoquant :

- (1) Une relocalisation ou une perte d'habitat ;`
- (2) Une perte de biens ou d'accès à ces biens ; où
- (3) Une perte de sources de revenu ou de moyens d'existence, que les personnes affectées aient ou non à se déplacer sur un autre site ; où

b) la restriction involontaire de l'accès⁴ à des parcs définis comme tels juridiquement, et à des aires protégées entraînant des conséquences négatives sur les moyens d'existence des personnes déplacées

Les principales exigences introduites par cette politique sont :

- La réinstallation (en cas de déplacement) involontaire doit autant que possible être évitée ou minimisée, en envisageant des variantes dans la conception du projet.
- Lorsqu'il est impossible d'éviter la réinstallation, les actions de réinstallation doivent être conçues et mises en œuvre en tant que programmes de développement durable, en mettant en place des ressources suffisantes pour que les personnes déplacées par le projet puissent profiter des avantages du projet. Les personnes déplacées doivent être consultées et doivent participer à la planification et à l'exécution des programmes de réinstallation.
- Les personnes déplacées doivent être assistées dans leurs efforts pour améliorer leur niveau de vie ou au moins pour le restaurer à son niveau d'avant le déplacement.

Le cadre de politique proposé pour l'acquisition des terrains comprend les mesures garantissant que les personnes affectées sont :

- Informées des options qui leur sont ouvertes et des droits se rattachant à la cession ou mise à disposition des terrains ;
- Consultées, soumises à plusieurs choix et informées des alternatives réalistes aux plans techniques et économique ; et
- Pourvues rapidement d'une compensation effective au coût intégral de remplacement pour les pertes d'actifs directement attribuables au projet

En matière d'adéquation du cadre juridique marocain avec les procédures de la P.O. 4.12 de la Banque mondiale, la juridiction marocaine relative aux acquisitions de terrains et aux indemnisations y afférentes est globalement conforme aux exigences et aux procédures de la P.O. 4.12 de la Banque mondiale. Sur cette

³« Involontaire » signifie les actions pouvant être entreprises sans que les personnes déplacées donnent leur consentement en toute connaissance de cause ni qu'elles aient la faculté d'exercer un choix.

⁴ La restriction involontaire de l'accès couvre les restrictions pesant sur l'utilisation des ressources et qui sont imposées aux populations vivant en dehors du parc ou de l'aire protégée, ou à celles qui continuent à vivre dans le parc ou l'aire protégée pendant ou après l'exécution du projet. Dans les cas où la création de nouveaux parcs ou aires protégées est inhérente au projet, les personnes perdant leur habitat, terres ou autres éléments d'actif relèvent également du par. A (1)

base, l'ONEE continuera à mettre en œuvre son programme d'acquisition selon la réglementation nationale tout en s'assurant que les exigences de la P.O. 4.12 sont constamment observés et respectés. C'est dans ce sens, entre autres, que la P.O. 4.12 a été déclenchée, cette procédure ayant l'avantage d'exiger des instruments d'atténuation, dont le présent PAT, qui seront utilisés comme un tableau de bord pour la mise en œuvre et pour le suivi des opérations d'acquisition de terrain et d'indemnisation.

1.3.4 ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LE SYSTEME NATIONAL ET LA P.O. 4.12 DE LA BANQUE MONDIALE

L'analyse de l'adéquation de la procédure juridique marocaine avec les politiques opérationnelles de la banque mondiale relève qu'en règle générale les garanties offertes par la législation nationale relative aux acquisitions de terrains et aux indemnisations y afférentes est globalement conforme aux exigences et aux procédures de la PO 4.12 de la Banque mondiale.

Comme indiqué plus haut, dans son ensemble, la législation marocaine relative aux expropriations et les procédures y afférentes, sont transparentes, équitables et permettent aux ayants droits de faire recours s'ils le souhaitent.

Elle est aussi participative puisque la communication et l'échange avec les ayants droits se fait dès le début du processus et continue jusqu'à sa fin. La Commission Administrative d'Evaluation (CAE) fixe les prix sur la base des prix qui prévalent sur le marché.

Enfin, la loi reconnaît que tous les détenteurs de droits sont autorisés à percevoir une indemnisation, qu'ils soient propriétaires, locataires ou occupants de terres qu'elles soient mises en valeur ou non, usufruitiers, propriétaires d'arbres ou de tout autre aménagement existant sur les parcelles de terrain expropriées au moment de la déclaration d'utilité publique. Les Directives de la Banque Mondiale stipulent qu'en cas de réinstallation ou d'acquisition de terrains, toute personne recensée détentrice ou pas d'un titre de propriété, est indemnisée. Selon la loi marocaine, lorsque les propriétaires ne disposent pas des documents justificatifs requis (Moulkia, titre foncier), ou quand les exploitants agricoles exercent leur activité sans contrat, ni bail, les Autorités Locales peuvent délivrer une attestation administrative comme justificatif. En l'absence d'une Moulkia, les acquisitions à l'amiable des terrains ne peuvent avoir lieu. Pour l'indemnisation des droits de surface (constructions, plantations, ...) l'attestation administrative peut faire foi.

A cet effet, quel que soit le régime foncier des terrains expropriés, les dégâts superficiels, et donc les pertes de sources de revenus y afférentes, seront constatés et indemnisés aux ayants droit. Le constat de l'état des lieux s'effectue en présence des ayants droit, de l'autorité locale, et du représentant de l'autorité expropriante. Ceci est tout à fait conforme avec les dispositions des paragraphes 3(a), 6(a), 13, 14, 15 et 16 de la PO 4.12, La seule différence qui existe est que la loi marocaine 7_81 permet à l'expropriant d'accéder à la terre expropriée et d'entamer les travaux avant le décaissement de l'indemnisation, à condition que le décret d'expropriation soit officiellement décrété et que les fonds de compensations soient disponibles au niveau de la CDG, alors que la PO 4.12 ne permet pas l'accès au terrain et le lancement des travaux tant que l'indemnisation n'est pas faite d'une façon satisfaisante. Cette différence, dans le cas précis de ce projet, revêt un caractère négligeable pour les raisons suivantes :

- Les parcelles de terrains à exproprier sont généralement de petites tailles, représentent en moyenne moins de 10 % de la superficie totale moyenne des parcelles ;
- Les terrains sont systématiquement choisis de telle sorte qu'aucun déplacement physique ou destruction de biens matériels n'aient lieu ;
- Le paiement des indemnisations pour les cas résolus à l'amiable (lors de la phase administrative) se fait avant le lancement des travaux pour les ayants droits disposant d'un titre de propriété. En cas de recours judiciaire, le juge peut prononcer la possession des terrains expropriés, après confirmation de l'utilité publique et la consignation effective par l'expropriant,

- de l'indemnité provisoire fixée par la Commission Administrative d'Evaluation (CAE) pendant la phase administrative ;
- Concernant la prise de possession du terrain, il est important de rappeler que la différence entre le système national et la P.O. 4.12 ne concerne que les cas qui n'arrivent pas à un compromis, soit à cause d'un désaccord sur le montant de l'indemnisation, soit pour cause de dossier incomplet, soit parce que le bien concerné fait l'objet d'oppositions par des tiers, ou pour toute autre raison. A cet effet, il faut préciser que selon la loi marocaine, en cas de désaccord, l'exproprié peut, s'il le désire, accéder aux fonds consignés à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG), qui lui ont été assignés initialement, en attendant la décision du juge. Ceci réduit, voire élimine, en termes d'impacts négatifs, la différence sur ce point entre la politique nationale marocaine et la P.O. 4.12 ;
 - Des mesures de remédiation ont été mises en place pour assurer la conformité avec les exigences de l'OP 4.12 (cf. chapitre 1.3.5),

Le tableau ci-dessous montre les points de convergence et les différences entre la législation nationale et la PO 4.12.

TABLEAU 1- SIMILITUDES ET DIFFERENCES ENTRE LA LEGISLATION MAROCAINE ET LA POLITIQUE OPERATIONNELLE 4.12

Thèmes	Législation nationale marocaine	PO 4.12
Critères d'éligibilité 1. propriétaire avec titre officiel ou traditionnel 2. locataires et utilisateurs de la terre 3. pour les propriétaires ne disposent pas des documents justificatifs requis (Moukia, titre foncier), ou les exploitants agricoles exerçant leur activité sans contrat, ni bail, les Autorités Locales peuvent délivrer une attestation administrative, faisant foi pour l'indemnisation	1. Eligible à la compensation 2. Eligible à la compensation pour les pertes encourues, 3. Eligible à la compensation des droits de surface (constructions, plantations, ...)	1. Eligible à la compensation 2. Eligible à la compensation 3. Eligible à la compensation En ce qui concerne la question des squatteurs/occupants ou exploitants informels de la terre, une compensation pour les investissements faits sur la terre mais non pour la terre, est exigée.
Etude Socio-économique	Prévue, à travers les enquêtes parcellaires qui recense les personnes et bien affectés. A noter que les études d'impact environnemental et social (EIES), contiennent des informations socio-économiques et culturelles relatives à la zone d'intervention et aux personnes affectées.	Une évaluation détaillée de l'impact des acquisitions foncières sur les personnes affectées, y inclus les groupes et personnes vulnérables, est exigée
Publication d'une date butoir après laquelle aucune compensation n'est donnée	Non prévue, mais la publication du PDE au BO (après laquelle les biens visés ne peuvent faire l'objet d'aucune transformation sans autorisation de l'expropriant, en remplit l'objectif puisqu'elle permet d'éviter que le site ne soit squatté afin d'obtenir des compensations indues.	Exigée (p. 8/12, paragraphe 16)
Prise de possession	Se fait dès qu'un décret d'expropriation est promulgué, que la CAE a déterminé le montant des compensations et que l'ONEE a consigné le montant des compensations au profit de chaque ayant-droit à la CDG. L'Ayant-droit peut choisir de contester l'indemnisation pour quelque raison que ce soit, en vertu de la procédure qui lui permet de le faire En cas de désaccord sur le montant de l'indemnisation, de dossier incomplet, ou	La prise de possession ne peut pas se faire tant qu'une indemnisation satisfaisante n'est pas faite et est acceptée par les parties prenantes.

Thèmes	Législation nationale marocaine	PO 4.12
	d'opposition par des tiers sur le bien concerné, selon la loi marocaine, l'exproprié peut, s'il le désire, accéder aux fonds consignés à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG), qui lui ont été assignés initialement, en attendant la décision du juge.	
Paiement des compensations avant le lancement des travaux	Le paiement des compensations aux propriétaires se fait avant le lancement des travaux, dans le cadre des accords à l'amiable sur la base des prix unitaires de marché. L'expropriation et le lancement des travaux avant paiement ne concernent que les cas de désaccord sur le montant de l'indemnisation, de dossier incomplet, ou de litige entre ayant droits, <u>à condition que le décret d'expropriation soit officiellement publié et que les indemnités soient consignées à la CDG.</u> Les montants consignés seront mis à la disposition des expropriés dès qu'ils passent un accord amiable ou obtiennent un jugement de transfert de propriété	Le démarrage des travaux ne peut se faire qu'une fois les indemnités versées aux personnes affectées.
Consultation publique et concertation	Prévue (enquête administrative, commissions de conciliation) A noter que des Consultations publiques sont faites lors des études d'impact environnemental et social.	La consultation des populations est requise en tant que processus participatif jusqu'à l'exécution réussie du plan d'acquisition/d'indemnisation des terres.
Système de recours accessible aux ayant droits	Prévue (recours administratif et judiciaire) /Néanmoins, avant le recours au système judiciaire, des négociations à l'amiable entre l'exproprié et la Commission de conciliation ont lieu. De plus, l'Office dispose d'un mécanisme de gestion de doléances, accessible aux populations locales	Prévue
Détermination des prix des indemnités	Les indemnités fixées par la CAE, sont déterminées sur la base de la superficie mesurée par l'Ingénieur Géomètre Topographe (IGT) agréé et au vu des prix du foncier prévalant dans la région en se référant à des postes de comparaison relatifs à des transactions réalisées et enregistrées au niveau des services d'Enregistrement et Timbres. Quand il s'agit de terres mises en valeur, les dégâts superficiels et les pertes de revenus sont constatés et indemnisés, sur la base du barème de la D.P.A (Direction Provinciale d'Agriculture) de l'année en cours. Les prix proposés par la CAE sont négociés avec les populations concernées, lors des commissions de conciliation. Les coûts de transfert de propriété et d'enregistrement sont à la charge de l'expropriant.	Les indemnités doivent nécessairement refléter celles du marché, avec une majoration pour couvrir les frais liés à l'établissement des documents de propriété (quand ils ne sont pas disponibles), ainsi que les contingences pour inflation des prix. De plus, l'OP 4.12 exige la restitution ou l'amélioration des moyens de subsistance pour les personnes ayant perdu une partie ou la totalité de leurs moyens de subsistance, ainsi qu'une aide supplémentaire groupes les plus vulnérables.
Budget	Requis pour les indemnités des terres, des dégâts occasionnés par les travaux, des pertes de biens et de culture	Une section consacrée au budget est exigée dans le plan de réinstallation. Ce budget doit nécessairement être inclus dans le budget global du projet, avec

Thèmes	Législation nationale marocaine	PO 4.12
		identification des sources budgétaires. Le budget doit inclure le coût des investissements/ acquisition, le coût de fonctionnement, le coût du suivi et de l'audit et les imprévus.
Mise en place d'un système de suivi	Non prévue, mais pratiquée par l'ONEE à travers ses services juridiques en collaboration avec les techniciens	Un plan de suivi et d'évaluation détaillé de la mise en œuvre du plan d'acquisition des terrains doit être préparé. (p.8/12)
Préparation d'un instrument d'atténuation	Non prévue, mais préparée du fait du déclenchement de la PO 4.12	Prévue et exigée (p5/12 paragraphe 7)

1.3.5 MESURES DE CONCILIATION ENTRE LES DEUX SYSTEMES MISES EN PLACE POUR LE PROJET

Afin d'être en conformité avec les exigences de la P.O. 4.12 et de pallier les écarts entre le système national et la PO 4.12, les mesures d'atténuation suivantes ont été mises en place :

- Des consultations supplémentaires des populations et des parties prenantes sont assurées par les équipes de mobilisation sociale, recrutées à cet effet ; le but de ces consultations étant d'informer l'ensemble des populations concernées (y inclus les femmes et les populations vulnérables), de recueillir leurs demandes et attentes, de réaliser un diagnostic social participatif (caractéristiques socio-économiques des ménages et relations sociales) et de mettre en place des mécanismes communautaires participatifs (gestion des bornes fontaines) ;
- Lorsque les ayants droits ne peuvent accéder à leur compensation du fait de l'absence de titre de propriété, l'ONEE accompagne les ayants droits dans les procédures d'obtention de titre foncier, en vue de les faciliter ;
- L'ONEE dispose d'un système de gestion des doléances, auquel les ayants droits peuvent avoir recours ; à cet effet, l'ONEE a mis en place un système d'information qui enregistre toute requête reçue par l'Office, et permet de suivre les différentes phases de traitement qui lui sont réservées ;
- Afin d'accélérer la durée et le coût des procédures de recours pour les ayants droits, l'ONEE, à travers ses services juridiques au niveau central et régionaux, a établi un système de suivi rapproché pour raccourcir la période de recours et clôturer les dossiers dans les plus brefs délais ;
- En ce qui concerne le financement des coûts générés par le processus d'acquisition des terrains pris en charge par le budget d'investissement propre de l'ONEE, une provision budgétaire est allouée annuellement aux acquisitions des terrains ;
- Un système de suivi incluant la mise à jour régulière de la matrice de l'acquisition et de l'indemnisation du foncier, un calendrier prévisionnel des actions à mener par les différents responsables, est mise en place.

2 DESCRIPTION DU PROJET ET DE SES IMPACTS SOCIAUX

2.1 CONTEXTE DU PROJET

Avec des taux d'accès d'environ 61% pour l'alimentation en eau potable (AEP) en milieu rural à la fin de 2004 et 35% pour l'assainissement en milieu rural, le Maroc détenait l'un des taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement en milieu rural les plus bas de la région (Moyen Orient et Afrique du Nord). Le Gouvernement du Maroc a décidé d'accélérer le rythme des investissements dédiés à l'AEP en milieu rural, afin d'atteindre un taux d'accès de 92% en 2012. En Janvier 2004 il a désigné l'ONEE comme principal interlocuteur du programme GEP. Sur le plan technique, l'approche retenue repose principalement sur le développement d'un réseau de desserte par piquage sur les conduites régionales existantes ou projetées de l'ONEE à partir duquel seront desservis par des BF ou des BI, un grand nombre de douars et villages. En 2013, le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural a atteint 94%.

Le projet vise essentiellement le développement des infrastructures d'AEP rurale par BF dans les provinces de Rehamna, Sidi Bennour, Safi, El Jadida, Tiznit, et Driouch. Il comprendra les composantes suivantes :

Composante 1. Accès à l'eau potable par bornes fontaines en milieu rural

Cette composante vise à alimenter les populations rurales en eau potable à partir de ressources pérennes et de bonne qualité dans les provinces de Safi, Sidi Bennour, Rhamna, Tiznit, et Driouch. Il s'agira, pour l'essentiel, de l'extension de l'accès à l'eau potable à partir de « piquages » sur les adductions régionales existantes ou projetées de l'ONEE-Branche Eau, de conduites vers les douars, de réservoirs de stockage et de régulation et de bornes fontaines.

Composante 2. Promotion de l'extension de la desserte par branchements individuels

Cette composante mettra en place un mécanisme de préfinancement, sous la forme d'un fond de roulement, permettant d'avancer aux ménages qui en font la demande une partie de leur contribution au prix du raccordement à l'eau potable, que les ménages pourront rembourser dans le temps à travers leur facture d'eau. Elle financera également le renforcement de certains « piquages » afin de fournir un service de qualité à la population par branchements individuels.

Composante 3. Renforcement Institutionnel et Appui à la mise en œuvre du projet

Cette composante comprend la mise en place de l'assistance technique d'appui à la mise en œuvre du projet (coordination, mobilisation des équipes techniques et d'animation sociale, l'étude et le suivi des travaux et la mise en place de modes de gestion pérennes des bornes fontaines) et le financement d'études et de prestations de consultants en vue du renforcement institutionnel de l'ONEE-Branche Eau, du renforcement des capacités et d'appui aux unités de gestion des systèmes d'Alimentation en Eau Potable dans les douars.

Le choix de ces interventions est justifié par l'absence de ressource en eau alternative et la forte demande des populations visées par le projet pour un accès potentiel à l'eau potable à travers une borne fontaine. Celle-ci leur permettra un accès durable à l'eau potable et réduira nettement pour eux le coût humain (les sources alternatives étant souvent à plusieurs kilomètres des villages, et de qualité incontrôlée) et financier (l'eau dont ils disposent actuellement est achetée au prix élevé) de l'accès à la ressource.

- a. Globalement, les nouvelles composantes d'adduction rurale du Projet toucheront 33 Communes Rurales et permettront d'étendre et d'améliorer l'accès à l'eau potable à plus de 978 nouveaux douars (villages) et plus de 384 000 habitants dans les 6 provinces précitées). Le Projet permettra également le renforcement de la desserte en eau potable dans 6 Communes Rurales et un centre Urbain déjà desservi.

2.2 NATURE DES INFRASTRUCTURES

Le projet, objet de ce rapport, consiste en l'alimentation en eau potable d'une population d'environ 96500 habitants réparti sur 258 douars appartenant à 11 communes rurales de la province de Driouch, à savoir :

Beni Marghine, Boudinar, Dar El Kabdani, Iferni, Ijermaouas, M'Hajer, Oulad Amghar, Tallilit, Tamsamane, Trougout, et Tazaghine. Ce projet est réparti en plusieurs sous-projets décrits comme suit :

1. Adduction régionale du cercle de Rif (Province de Driouch).

Ce sous projet prévoit l'AEP des populations de 11 communes rurales du cercle de Rif (Province de Driouch), moyennant les sous projets ci-dessous indiqués.

Le programme des travaux comprend :

- Construction et équipement de deux réservoirs de capacité 2000 m³ chacun ;
- Construction et équipement d'une station de reprise avec bache de 400 m³ ;
- Fourniture, transport, pose et essais d'environ 62 km de conduites d'adduction en FD et PVC.

2. AEP des douars de la CR d'Ijermaous (1^{ère} Tranche) - Système 1 :

Ce sous projet prévoit l'AEP du centre Ijermous et des 24 douars de la commune rurale Ijermaouas à partir du piquage sur l'adduction du cercle de Rif projetée qui prend départ à partir du RMC de l'adduction d'Al Hoceima.

Le programme des travaux comprend ;

- Construction et équipement de 5 réservoirs de capacité allant de 40 à 200m³ ;
- Construction et équipement de 12 stations de reprise ;
- Pose de conduites d'adduction et de distribution en PVC et en PEHD PN 16 de différents diamètres (63 à 160 mm) sur une longueur de 54 km.

3. AEP des douars des CR Boudinar et Oulad Amghar - Systèmes 3-4-5-6-7 :

Le projet concerne l'AEP des 28 douars relevant des communes rurales d'Oulad Amgharet Boudinar.

La consistance de ce projet se compose essentiellement de :

- Construction et équipement de 7 réservoirs semi-enterrés : de capacités 500 m³, 150 m³, trois de 50 m³ et deux de 20 m³ ;
- Construction et équipement de 14 stations de reprise avec bâches et une station de reprise sans bache ;
- Pose de conduite de refoulement et de distribution en FD, PVC et PEHD de différents diamètres sur une longueur d'environ 90 km ;
- Construction de sept brises charge.

4. AEP des douars des CR Beni Marghine, Tallilit (1^{ère} Tranche), Tamsamane, Iferni (2^{ème} Tranche), Ijermaous (2^{ème} Tranche) - Système 8 :

Ce projet consiste en l'AEP des 64 douars relevant des communes rurales de Beni Marghine, Tallilit, Tamsamane, Iferni 2^{ème}tranche, et Ijermaous à partir de l'adduction future du cercle de Rif.

Les composantes de ce sous projet se présentent comme suit :

- Construction de 18 réservoirs de capacité allant de 20 à 500 m³ ;
- Construction et équipement de 28 stations de reprise ;
- Pose de conduite d'adduction et de distribution en PVC et PEHD de différents diamètres (63 à 315 mm) sur une longueur d'environ 140 km.

5. AEP des douars des CR Tazaghine, Tallilit (2^{ème} tranche), M'hajer et Ben Taieb -Système 9 :

Ce projet prévoit l'AEP du centre et des 77 douars et localités relevant des communes rurales de Tallilit, Tazaghine Ben Taieb et M'hajer à partir de l'adduction du cercle de Rif projetée.

La consistance de ce sous projet se compose de :

- Construction et équipement de (12) réservoirs ou bâches de capacité allant de 20 à 200 m³ ;
- Construction et équipement de 18 stations de reprise de 1 à 21 l/s ;

- Pose de conduites d'adduction et de distribution en PVC et en PEHD PN 16 de différents diamètres (63 à 200 mm) sur une longueur de 100 km.

6. AEP des douars CR de Tazaghine (2^{ème} tranche) et Dar El Kabdani 1^{ère} Tranche. Système 10 :
Ce sous projet prévoit l'AEP des 19 douars relevant des communes Dar El Kabdani et Tazaghine à partir de l'adduction du cercle de Rif projetée.

Les composantes de ce projet sont :

- Construction et équipement de (5) réservoirs de capacités 10m³ à 30 m³ ;
- Construction et équipement de 14 stations de 1 à 3 l/s ;
- Pose des conduites de refoulement et distribution en PVC et PEHD PN16, DN 63 à 125 sur un linéaire d'environ 32 km.

7. AEP des douars de la CR Dar El Kabdani (2^{ème} Tranche). Système 12 :
Ce projet prévoit l'AEP des 27 douars relevant de la commune de Dar El Kabdani 2^{ème} Tranche à partir du centre (système adducteur de Midar).

Le programme des travaux comprend :

- Construction et équipement de (4) réservoirs de capacités 20 m³ à 150 m³ ;
- Construction et équipement de 5 stations de reprise de 1 à 6l/s ;
- Pose des conduites de refoulement et distribution en PVC et PEHD PN16, DN 63 à 125 sur un linéaire d'environ 37 km.

2.3 LES IMPACTS SOCIAUX DU PROJET

Les communes visées par le Projet figurent parmi les communes les plus pauvres du Maroc, selon les données officielles de la population du recensement de 2014, et les données officielles sur la pauvreté, datant de 2007. Ainsi, comme illustré dans le tableau ci-dessous, il est estimé que 12% de la population présente dans la zone d'intervention a un revenu inférieur à 1,0 USD par jour (correspondant au seuil de pauvreté officiel au Maroc), et que 18% à un revenu inférieur à 1,80 USD par jour, ce qui correspond au seuil de vulnérabilité officiel au Maroc, et au seuil de pauvreté extrême tel que défini par la Banque Mondiale. Par ailleurs, le Projet vise les douars aux alentours des communes rurales, qu'il est raisonnable d'estimer comme faisant partie de la population la plus défavorisée de la zone d'intervention. Ces niveaux de pauvreté et de vulnérabilité sont sensiblement supérieurs à la moyenne nationale et soulignent le fort engagement du projet à améliorer la qualité de vie des populations rurales les plus défavorisées, lui donnant ainsi un caractère social exceptionnel tant attendu et désiré par la population.

TABLEAU 1:TAUX DE PAUVRETE ET VULNERABILITE DANS LA ZONE D'INTERVENTION

Commune	Population Concernée	Pauvreté		Vulnérabilité	
		Taux (%)	Population	Taux (%)	Population
Trougout	8 089	19,2	1 553	13,9	1 124
Boudinar	11 715	16,6	1 945	14,9	1 746
Ijermaouas	10 041	14,7	1 476	14,1	1 416
Oulad Amghar	7 029	14,0	984	18,7	1 314
Dar El Kebdani	6 025	12,1	729	12,0	723
Talilit	7 025	12,0	843	14,5	1 019
M'Hajer	15 257	10,7	1 632	14,1	2 151
Tazaghine	3 869	9,8	379	15,3	592
Iferni	2 789	8,2	229	11,5	321
Beni Marghine	7 977	7,9	630	15,5	1 236
Temsamane	16 623	6,7	1 114	14,4	2 394
Totaux	96 439	11,9%	11 514	14,6%	14 036
Maroc	33 848 242	9,5%	3 215 583	18,0%	6 092 684

Les activités du Projet d'Alimentation en Eau Potable Rurale ont fait l'objet d'une évaluation environnementale et sociale, qui a été revue et déclarée acceptable pour la Banque mondiale et a été publiée sur le site internet de l'ONEE et sur le site Info Shop de la Banque Mondiale le 23 février 2014. Cette évaluation environnementale et sociale comprend une évaluation détaillée des impacts potentiels des

activités du projet, des mesures d'atténuation dont la mise en œuvre et le suivi sont déclinés dans le cadre d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES). Ce dernier a pour objet la prise en compte des préoccupations environnementales et sociales dans la conception et la mise en œuvre des activités du projet.

La mise en œuvre du projet s'accompagne de nombreux bénéfices, le premier d'entre eux étant d'apporter aux populations un service d'eau potable continue et de qualité, permettant d'améliorer significativement la vie des populations rurales qu'il permettra de desservir. En particulier, les impacts positifs du Projet comprennent :

- Augmentation de la disponibilité de l'eau potable, vitale pour le développement humain dans les zones rurales ;
- Gains de temps permettant d'accroître la participation aux activités éducatives et économiques, en particulier pour les jeunes filles et les femmes ;
- Réduction de la prévalence des maladies véhiculées par l'eau, en particulier chez les enfants de moins de cinq ans ;
- Renforcement de la cohésion sociale et stimulation de l'apparition d'activités collectives ; et
- Atténuation de la forte tendance à l'émigration rurale, qui a été alimentée par l'augmentation de la pauvreté dans les campagnes ;
- Valorisation des biens immobiliers après leur équipement en infrastructures d'eau potable.

Les résultats de l'analyse des impacts des activités du projet effectuée dans le cadre de l'étude ci-dessus citée ont confirmé l'absence d'impacts négatifs critiques et irréversibles. Les impacts du projet ont été jugés faibles et localisés. Compte tenu des retombées vitales de l'AEP sur le développement humain des populations rurales concernées, les impacts du projet sont généralement positifs. Selon les résultats de cette évaluation, la classification du projet dans la catégorie « B » par la Banque Mondiale est justifiée par les nombreux bénéfices environnementaux et sociaux générés et de potentiels impacts environnementaux et sociaux négatifs maîtrisables.

2.4 LES IMPACTS SOCIAUX DE L'ACQUISITION DES TERRAIN :

Le projet d'alimentation en Eau Potable, comme pour tout projet de développement, nécessite la mobilisation de certaines assiettes foncières pour réaliser les adductions régionales, les réseaux de dessertes et les ouvrages collectifs. Il s'agit de l'expropriation des parcelles qui relèvent de la propriété Melk et de l'occupation temporaire des parcelles relevant du domaine forestier

De manière générale, l'ONEE cherche à poser les conduites le plus possible dans des emprises publiques, ce qui nécessite seulement une occupation temporaire et une indemnisation des dégâts causés pendant les travaux. L'ONEE travaille pour éviter au maximum de passer dans des propriétés Melk, en vue de limiter les procédures d'expropriation. Il y a lieu de préciser que généralement les superficies nécessaires à la mise en œuvre des projets d'alimentation en eau potable de l'ONEE, ne dépassent pas de 6 à 10 % de la superficie globale de propriétés affectées par le projet, c'est pourquoi aucun déplacement physique involontaire des populations n'est prévu. Dans le cas des sous-projets : « l'adduction régionale de cercle de Rif », S2 et S3 à S7, les parcelles à acquérir qui relèvent des propriétés Melk sont au nombre de 876, d'une surface totale d'environ 433 057 m². Une telle surface est très petite par rapport à l'étendue du projet qui consiste en l'alimentation en eau potable d'environ 258 douars appartenant à 11 communes et dont les bénéficiaires sont estimés à 96 500 habitants.

La totalité des parcelles expropriées relèvent des terrains Bour dans les 11 communes sauf une partie de la commune de Ait Youssef ou Ali qui bénéficie d'un terrain irrigué et qui représente 10% de l'intégralité du projet.

L'acquisition des terrains n'entraîne pas de déplacement physique et économique des populations

La vulnérabilité des populations est plutôt due à l'absence d'accès à l'eau potable, qui impacte les conditions de vie et d'hygiène, l'abreuvement de bétail et les femmes du fait de la corvée de recherche d'eau. Par ailleurs, les travaux étant majoritairement linéaires, une fois les conduites posées, les ayants droits peuvent réutiliser leur parcelle. De plus, les ayants droits ayant cédé leur terrain et ne disposant pas de titres formels,

vont pouvoir grâce à l'assistance de l'ONEE, accéder gracieusement à un titre de propriété. L'avis des femmes et des populations vulnérables est largement pris en compte dans l'emplacement et la gérance des bornes fontaines.

3 SEANCES DE CONSULTATION ET D'INFORMATION AVEC LES POPULATIONS CONCERNEES, AUTORITES LOCALES ET AUTRE PARTIES PRENANTES :

Les populations bénéficiaires du Projet (y inclus les femmes) et potentiellement affectées par ses impacts sociaux, notamment les acquisitions de terrains, sont consultées à de multiples reprises lors des différentes phases de préparation du Projet :

- Les personnes affectées sont consultées dans le cadre de la procédure d'expropriation, une première fois dans le cadre de l'enquête publique préalable à la publication du décret d'expropriation, une deuxième fois lors de l'enquête administrative, puis une troisième fois dans le cadre des commissions de conciliation, au cours desquels chaque personne affectée se voit proposer le montant de la compensation telle que déterminée par la CAE ;
- A l'instar des autres projets relevant du projet BIRD IV, des consultations publiques auprès des propriétaires affectés par la procédure de l'expropriation sont prévues. Ces consultations ont pour but de sensibiliser les gens sur la procédure de l'expropriation et de récupérer le maximum d'information sur leurs avis à propos du projet de l'AEP et sur le processus d'acquisition des terrains y accompagnés.
- Les autorités locales et les communautés sont informées et impliquées lors des séances organisées régulièrement avant et tout au long du Projet, par les Équipes de Mobilisation Sociale (EMS), formées à l'approche participative ; ces séances visent à sensibiliser toutes les parties prenantes et faciliter leur participation dans la mise en œuvre du projet et la sauvegarde des investissements, qui revêtent dans leur quasi-totalité un caractère social indéniable.

Les actions de consultation prévues, ainsi que les populations ciblées, sont synthétisées dans le tableau ci-dessous. Les modalités de ces consultations sont résumées dans les sections suivantes.

TABLEAU 2 –CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE CONSULTATION

Consultation	Population cible	Site	Date
Enquête préalable à la publication du décret Enquête administrative	Personnes affectées par l'acquisition de terrains (ayant-droit)	Les communes concernées	Du 09 novembre 2016 au 02 février 2017
Commissions de conciliation au préalable de la publication du décret définitif d'expropriation	Personnes affectées par l'acquisition de terrains (ayant-droit)	Les communes concernées	Prévue en mai - juin 2017
Rencontre avec les personnes affectées par l'expropriation pour conciliation et sensibilisation.	Personnes affectées par l'acquisition de terrains (ayant-droit)	Les communes concernées	Prévu dans le cadre de l'action des EMS : 25 avril au 09 juin 2017
Diagnostic participatif, premier passage des équipes de mobilisation sociale (EMS) au niveau des douars	Autorités locales et communautés affectées.	Les douars concernés	Prévues du 21 mars au 16 juin 2017
Mobilisation sociale (EMS) – Information et implication des autorités locales	Autorités locales	Province	Prévues du 21 mars au 16 juin 2017 dans le cadre de l'action des EMS
Mobilisation sociale (EMS) – Participation des communautés	Communautés affectées		Prévues du 21 mars au 16 juin 2017 dans le cadre de l'action des EMS

3.1 CONSULTATIONS REALISEES DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION

3.1.1 ENQUETE ADMINISTRATIVE

L'enquête administrative inclut l'enquête publique. Conformément aux dispositions de la loi 7.81 relatives à l'enquête publique, à l'information, à la sensibilisation, à la publicité et l'affichage des actes déclaratifs d'utilité publique (Projets de Décret) chaque acquisition de terrain doit faire l'objet d'une enquête publique au préalable de la publication du projet de décret d'expropriation des terrains. En effet, l'acte déclaratif d'utilité publique (PDE) est soumis à des formalités de publicité et d'affichage selon les dispositions de la loi, ainsi le PDE est :

- Publié au Bulletin Officiel (BO) et dans un ou plusieurs journaux autorisés à recevoir les annonces légales ;
- Déposé, au bureau de la commune du lieu concerné, accompagnée d'un plan situant les biens touchés par l'expropriation et un registre d'observation. Les intéressés peuvent en prendre connaissance et consigner sur le registre précité, leurs observations pendant un délai de deux mois, à dater de sa publication au BO.

Ainsi, l'enquête administrative permet à la fois de recueillir les objections élevées à l'encontre de l'utilité publique du projet et les conditions de sa réalisation, et de faire apparaître les titulaires de droits portant sur les biens concernés par l'opération.

Dans le cadre de ce projet les enquêtes administratives ont été réalisées, le tableau suivant dresse la situation des enquêtes administratives.

TABLEAU 3: SITUATION DE L'ENQUETE ADMINISTRATIVE.

Commune	Publication l'acte déclaratif d'utilité publique		Période de l'enquête administrative
	N° Bulletin officiel	Date de publication	
Ait Youssef	5429	16/11/2016	Du 16 Novembre 2015 à 17 Janvier 2017
Ajdir	5428	09/11/2016	Du 9 Novembre 2016 à 17 Janvier 2017
Beni Marghine	5431	30/11/2016	Du 30 Novembre 2016 à 02 Février 2017
Boudinar	5430	23/11/2016	Du 23 Novembre 2016 à 23 Janvier 2017
Oulad Amghar	5430	23/11/2016	Du 23 Novembre 2016 à 23 Janvier 2017
Tazaghine	5431	30/11/2016	Du 30 Novembre 2016 à 02 Février 2017
Trougout	5428	09/11/2016	Du 9 Novembre 2016 à 17 Janvier 2017

3.1.2 COMMISSIONS DE CONCILIATION

Les consultations et concertations à venir seront davantage ciblées aux ayants droits car elles seront directement conduites par les commissions de conciliation prévues dans le cadre de la procédure d'expropriation, et porteront sur les questions d'expropriation et de compensation. Au cours de ces rencontres, les ayants droits :

- Pourront exprimer leurs inquiétudes, problèmes et suggestions et recevront les réponses et suggestions y afférentes ;
- Seront informés sur leurs droits et les systèmes de recours mis à leur disposition.

L'évaluation des éléments d'actifs affectés est faite par une Commission Administrative d'Evaluation (CAE), conformément à la loi N° 7-81 sur les expropriations. La négociation du montant des indemnités

se fait dans le cadre de cette commission. Ce montant est fixé sur la base des prix en cours sur le marché dans la région.

Le tableau suivant présente le calendrier prévisionnel de consultation des ayants-droits.

TABLEAU 4- CALENDRIER PREVISIONNEL DU DECLENCHEMENT DU PROCESSUS DE NEGOCIATION ET D'INDEMNISATION DES AYANTS DROITS

Projet/ Sous projet	Commune	Nombre de dossier dont les procédures sont engagées	Date prévisionnelle des séances d'information et de conciliation à tenir avec les ayants droits			
			OT/Date CAE		EXPROPRIATION	
			Date CCEL	Date CAE	Date CAE	Date Conciliation
AEP des populations rurales de la province de Driouch / Adduction Régionale du cercle de Rif	Ait Youssef	1 dossier Expropriation	-	juin-septembre 2017	08 février 2017	Avril-mai 2017
	Ajdir	1 dossier Expropriation 1 dossier OT	-	juin-septembre 2017	Janvier février 2017	Avril-mai 2017
	Beni Marghnine	1 dossier Expropriation	-	juin-septembre 2017	15 février 2017	Avril-mai 2017
	Boudinar	1 dossier Expropriation	-	juin-septembre 2017	15 février 2017	Avril-mai 2017
	Oulad Amghar	1 dossier Expropriation	-	juin-septembre 2017	15 février 2017	Avril-mai 2017
	Tazaghine	1 dossier Expropriation	-	juin-septembre 2017	28 février AVri2017	Avril-mai 2017
	Trougout	1 dossier Expropriation	-	juin-septembre 2017	31 janvier 2017	Avril-mai 2017
S2 : AEP Trougout (2ème et 3ème Tranche)	Trougout	1 dossier Expropriation	-	juin-septembre 2017	31 janvier 2017	Avril-mai 2017
S3 à S7 : AEP Boudinar et Od Amghar	Boudinar	1 dossier Expropriation	-	juin-septembre 2017	15 février 2017	Avril-mai 2017
	Oulad Amghar	1 dossier Expropriation	-	juin-septembre 2017	15 février 2017	Avril-mai 2017
	Trougout	1 dossier Expropriation	-	juin-septembre 2017	31 janvier 2017	Avril-mai 2017

3.2 CONSULTATIONS PLANIFIEES DANS LE CADRE DE L'INTERVENTION DE L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS)

Des équipes de mobilisation sociale (EMS) composées de deux chefs animateurs et de 8 animatrices et animateurs supervisés par la sociologue du projet travailleront durant la période mars à juin 2017 avec la population y inclus les femmes et les populations les plus vulnérables, les élus et les responsables régionaux et locaux pour aider à mettre en œuvre le projet d'une façon participative et donc à sensibiliser toutes les parties prenantes et faciliter leur participation dans la mise en œuvre du projet et la sauvegarde des investissements, qui revêtent dans leur quasi-totalité un caractère social indéniable.

En effet, dans le cadre des marchés d'Assistance Technique d'Appui à la Mise en Œuvre contractée par l'ONEE pour accompagner la mise en œuvre de ses projets d'extension de la desserte en AEP dans le monde rural, une méthodologie d'approche participative a été développée (voir annexe C). Cette méthodologie s'appuie sur trois phases :

- L'information et l'implication des autorités locales, à travers

- (1) L'information des autorités provinciales et les Communes Rurales à propos du programme prioritaire ;
- (2) L'implication des CR au moyen de conventions et d'accords conclus avec l'ONEE, les communes rurales s'engagent à mettre à disposition les fonds requis ;

(3) La mobilisation sociale et participation des communautés. Au cours de cette phase, les EMS effectuent trois tâches critiques : elles informent et consultent les communautés (y inclus les femmes et les populations les plus vulnérables) et vérifient la nature de leurs demandes ; elles effectuent le diagnostic social participatif des communautés, et elles constituent les structures des communautés nécessitées par le projet. Cette phase d'accompagnement des communautés est essentielle au succès et à la durabilité du projet.

Chacune de ces phases implique au moins un passage de l'EMS dans chacun des douars concernés. En résumé, La consultation et l'information des ayants droits, des populations, leurs élus et des responsables concernées par le biais de mécanismes participatifs appropriés tant sur le projet que sur le programme d'expropriation, combinée à la nature purement sociale du projet ne peut qu'augmenter les chances de l'appropriation du projet par la population bénéficiaire, et, de ce fait, contribuera à diminuer les risques de conflits et d'opposition au projet par la population.

En parallèle des activités de mobilisation sociale, pour l'adduction du Rif, le programme de concertation avec les ayants droits est résumé dans le tableau suivant :

Caidat	Commune	Nombre de parcelles	Date prévisionnelle	Intervenants
Information des partenaires : voyage : rencontre avec l'ONEE/DR6			18 avril 2017	Ahaouari Jamel +Safwane+Technicien
Information et programmation avec les partenaires locaux : Contact avec ONEE local et visites des autorités locales pour l'organisation			19 avril 2017	Ahaouari Jamel +Safwane+Technicien
Information et programmation avec les partenaires locaux : Visites des autorités locales pour l'organisation			20 avril 2017	Ahaouari Jamel +Safwane+Technicien
Caidat de Trougout (Trougout)	Trougout	221	Mardi 25 avril au mardi 02 mai 2017	Ahaouari +Safwane+ 2 techniciens + 2 animatrices
Caidat de Tamsamane (Boudinar)	Oulad Amghar	171	Mardi 02 au Vendredi 05 mai 2017	Safwane+ 2 techniciens + 2 animatrices
	Boudinar	103	Lundi 08 au Mardi 09 mai 2017	Safwane+ 2 techniciens + 2 animatrices
	Bni Marghine	25	Mercredi 10 mai 2017	Safwane+ 2 techniciens + 2 animatrices
Deuxièmes passages pour les CT Tourgout, Boudinar, O. Amghar et beni Marghine et compléments de données			Jeudi 11 au dimanche 14 mai 2017	1 technicien + 1 animatrice
Supervision des activités des équipes par le sociologue et chef animateur en parallèle avec les activités de mobilisation sociale			A partir du jeudi 11 mai 2017	Mme Bourarach Mr Laghroubi
Caidat de Bni Said (Dar Kebbani)	Tazaghine	170	Jeudi 11 au Mardi 16 mai 2017	* 1 technicien + 1 animatrice du 11 au 14 mai * 2 techniciens + 2 animatrices le 15 et 16 mai
Caidat d'Aït Youssef Ouali (Ait Youssef Ouali)	Ait Youssef Ouali	124	Mercredi 17 au vendredi 19 mai 2017	2 techniciens + 2 animatrices
Troisième passage pour les CT Tourgout, Boudinar, O. Amghar			Lundi 22 au Mercredi 24 mai 2017	1 technicien + 1 animatrice
* Troisième passage pour la CT Beni Marghine * Deuxième passage pour les CT Tazaghine et Ait Youssef ouali et complément de données			Lundi 22 au Mercredi 24 mai 2017	1 technicien + 1 animatrice

4 MODALITES DE RECENSEMENT ET D'INDEMNISATION DES POPULATIONS

4.1 RECENSEMENT DES TERRAINS ET DES POPULATIONS

4.1.1 MODALITES

Les procédures d'acquisition des terrains, engagées par l'ONEE, varient selon leur statut foncier ; cependant, le mode d'acquisition par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique demeure le plus fréquent.

Comme indiqué dans le Tableau, la gestion de ces procédures est partagée par la Direction Juridique centrale (DAJ) et les services régionaux de l'ONEE, conformément à leurs attributions respectives.

Le choix des terrains à acquérir pour les besoins du Projet projets est réalisé par les ingénieurs chargés des études techniques au stade de l'étude d'avant-projet sommaire (APS). Ce choix est fondé sur des critères d'optimisation et de faisabilité technique et socio-économique du projet (étude de toutes les alternatives réalisables), en essayant de minimiser le recours à l'expropriation des terrains Melk (cf. Chapitre 2.4) et d'assurer, le cas échéant, que l'actif restant de ces terrains demeure exploitable. L'opération de délimitation des parcelles de terrains à acquérir, l'identification de leurs statuts juridiques et leurs propriétaires est menée par des Ingénieurs Géomètres Topographes (IGT), après la validation des études d'avant-projet définitives (APD).

Les procédures d'expropriation et d'occupation temporaire sont engagées par les services régionaux concernés après établissement et validation des dossiers parcellaires conformément aux procédures en vigueur à l'ONEE.

Le recensement des populations affectées est fait selon la réglementation en vigueur, en concertation avec les autorités locales,

Une fois les tracés définitifs arrêtés, l'Office établit les plans parcellaires, les cartes de situation de terrain et procède au recensement des populations, à savoir :

- Les propriétaires des parcelles à acquérir ainsi que leurs exploitants ;
- Toutes les personnes, quel que soit leur statut, qui subiront des pertes d'actifs ou des restrictions d'accès aux biens physiques (pâturages, eaux, produits forestiers, ...), causés par l'ouverture de pistes d'accès et l'emplacement des chantiers,

De plus, le recensement se fait également selon les critères d'éligibilité de l'OP 4.24., à savoir :

1. Les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation du pays) ;
2. Ceux qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres fonciers ou autres
3. Ceux qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.

Les personnes détentrices de droit formel ou de titres reconnus par les législations nationales reçoivent une compensation pour les terres qu'elles perdent. Les personnes n'ayant ni droit formel ni titres reconnus par les lois marocaines, reçoivent une aide à la réinstallation en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent, aux fins d'atteindre les objectifs énoncés dans la présente politique, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant une date limite fixée par l'Emprunteur et acceptable par la Banque. Les personnes occupant ces zones après la date limite n'ont droit à aucune compensation ni autre forme d'aide à la réinstallation.

4.1.2 ETAT D'AVANCEMENT

La première étape du processus d'acquisitions des terrains a été déclenchée en 2016 pour le sous projet de « l'adduction régionale du cercle de Rif », suivie des sous projets du système 2 et systèmes 3 à 7 en 2017. Elle a consisté en la réalisation des études topographiques et des enquêtes parcellaires permettant l'identification et le recensement des personnes affectées par le projet et des parcelles de terrain touchées par l'implantation des ouvrages du projet. Ces informations sont consignées dans des dossiers parcellaires, établis pour chaque commune, et ce, conformément aux procédures en vigueur. Quant aux sous projets S1, S8, S9, S10 et S12, l'établissement du dossier parcellaire est en cours.

Le recensement des populations affectées est fait selon la réglementation en vigueur et **selon les critères d'éligibilité de l'OP 4.12.**, en concertation avec les autorités locales. Le nombre des ayants droit est de 876 dont 873 Melk, 1 direction des habous, 1 Direction des Domaines du Ministère des Finances et 1 haut-commissariat des eaux et forêts. Le nombre de parcelles affectées par l'acquisition de terrains est de 905 dont 876 Melk, 27 Habous, 1 Domaine Privé de l'Etat et 1 Eaux et Forêts.

Dans le cadre de ce projet, les personnes recensées relèvent de la catégorie 1 (détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation du pays- ceci inclut tous les locataires ou utilisateurs), **à savoir des ayants droits de terres Melk ou collectives.**

Les dossiers parcellaires comportent, en plus du recensement des terres à acquérir aux fins du Projet, le recensement des populations affectées par l'acquisition des terrains, spécifiant l'identité des propriétaires et ayant-droits. Ces dossiers parcellaires sont disponibles pour consultation et à la demande.

Les parcelles de terrain retenues pendant les études du sous projet de « l'adduction régionale du cercle de Rif » pour y abriter les ouvrages et installations hydrauliques relèvent du territoire de 7 communes rurales à savoir : Ait Youssef, Ajdir, Beni Marghnine, Boudinar, Oulad Amghar, Tazaghine et Trougout.

La typologie juridique des assiettes foncières identifiées et leur consistance et le nombre (partiel) des ayants droits affectés se présentent, par commune, comme suit :

TABLEAU 5 - PLAN D'ACQUISITION DES TERRAINS PAR COMMUNE, STATUT FONCIER ET SUPERFICIE ET NOMBRE DES PERSONNES TOUCHEES. (ADDUCTION REGIONALE DU CERCLE DE RIF)

Commune rurale	Type	Nombre de parcelle	Nombre de Propriétaires	Superficie (m ²)
Ait Youssef	Melk	124	124	30 659
	Habous	3	1 : Direction des Habous	614
Ajdir	Melk	17	17	8 012
	Domaine forestier	1	1 : haut-commissariat des eaux et forêts	2 820
Beni Marghnine	Melk	25	25	18 812
Boudinar	Melk	116	116	98 924
	Habous	1	1 : Direction des Habous	654
Oulad Amghar	Melk	182	182	93 501
	Habous	3	1 : Direction des Habous	10 590
Tazaghine	Melk	170	170	95 339
	Habous	7	1 : Direction des Habous	10 788
Trougout	Melk	242	242	87 810
	Habous	13	1 : Direction des Habous	6 888
	Domaine Privé de l'Etat	1	1:Direction des Domaines du Ministère des Finances	611
Total		905	879	466 022

La procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique sera engagée pour l'ensemble des parcelles Melk et Habous citées ci-haut, en vertu de la loi 7-81.

4.1.3 MODALITES GENERALES

La déclaration d'utilité publique se fait par un acte administratif dit Projet de Décret d'Expropriation (PDE), qui désigne à la fois, l'ensemble des biens visés par l'expropriation et les travaux ou opérations prévus sur ces biens. Le PDE est soumis à des formalités de publicité et d'affichage selon les dispositions de la loi, notamment sa publication au Bulletin Officiel (BO) qui déclenche la phase d'enquête administrative. Dès la publication du PDE au BO, les biens visés ne peuvent faire l'objet d'aucune transformation sans autorisation de l'expropriant. Bien que cette date ne constitue pas formellement une date-butoir, elle en remplit l'objectif puisqu'elle permet d'éviter que le site ne soit squatté afin d'obtenir des compensations indues.

Lors de l'enquête administrative, le PDE est déposé au bureau de la commune du lieu concerné, accompagnée d'un plan situant les biens touchés par l'expropriation et un registre d'observation. Les intéressés peuvent en prendre connaissance et consigner sur le registre précité, leurs observations pendant un délai de deux mois, à dater de sa publication au BO. Cette procédure est décrite en détail en Annexe A.

Le processus d'indemnisation à l'amiable est déclenché après la clôture de l'enquête administrative et traitement des remarques du registre d'observations⁵. Une demande est adressée aux autorités locales pour provoquer une Commission Administrative d'Evaluation(CAE) pour l'évaluation des indemnités. Cette commission (dont la composition est spécifiée en Annexe A) est présidée par l'autorité locale. L'ONEE y siège en qualité d'observateur et assure la rédaction du PV de la CAE.

Le but étant de procéder :

- À l'indemnisation des propriétaires et/ou exploitants sur les dégâts matériels occasionnés par le projet ;
- Au versement des indemnités relatives à la valeur vénale du terrain, aux propriétaires ayant accepté les prix évalués par la CAE et disposant des documents justifiant leur jouissance des biens expropriés ;
- À la consignation à la CDG des montants d'indemnités non réglés à l'amiable.
- Au paiement effectif des compensations aux ayants-droit avant démarrage de travaux sauf dans les cas pour lesquels (i) les ayants-droit sont en phase judiciaire à cause de contestation sur le niveau de compensation proposé, (ii) les ayants-droit ne se sont pas présentés pour percevoir leur compensation malgré les efforts de relance soutenus de la part de l'ONEE ; ou (iii) il y'a litige entre les ayants droits.

Le processus d'indemnisation peut être résumé comme suit :

- **Critères** : Les critères de base pour l'octroi de l'indemnité à l'exproprié recensé, est d'être détenteur d'un droit de propriété formel (titre foncier ou actes adoulaïres), ou être reconnue exploitant des terrains qu'il occupe pour une période dépassant dix (10) ans ; laquelle reconnaissance est appuyée par un certificat administratif ou actes de notoriété délivrés par les Autorités Locales (AL). Quand il s'agit de terres mises en valeur, la loi reconnaît que tous les détenteurs de droits (selon les dispositions des paragraphes 3(a), 6(a), 14, 15 et 16 de la PO 4.12) sont autorisés à percevoir une indemnisation⁶, qu'ils soient propriétaires, locataires ou occupants, usufruitiers, propriétaires d'arbres ou de tout autre aménagement existant sur les parcelles de terrain expropriées au moment de la déclaration d'utilité publique. Le montant des indemnités

⁵Si le registre comprend des observations (erreur de superficie, identité des expropriés...), une séance est organisée, conjointement avec l'autorité locale et les intéressés afin d'étudier chaque observation et dresser un P.V. comprenant la suite réservée (ou à réserver) à chaque observation. En cas d'erreurs, le redressement se fait par acte modificatif au projet de décret et des lettres de réponses sont adressées aux personnes ayant émis des observations.

⁶ La procédure administrative d'évaluation des indemnités est fixée par l'article 20 de la loi 7-81 et par l'article 7 de son décret d'application n° 2-82-382

proposées par une commission d'expertise⁷, est déterminé sur la base de la superficie mesurée par l'Ingénieur Géomètre Topographe (IGT) agréé et au vu des prix du foncier prévalant dans la région en se référant à des postes de comparaison relatifs à des transactions réalisées et enregistrées au niveau des services d'Enregistrement et Timbres. Quand il s'agit de terres mises en valeur, les dégâts superficiels et les pertes de revenus seront constatés et indemnisés, sur la base du barème de la D.P.A (Direction Provinciale d'Agriculture) de l'année en cours. Le constat de l'état des lieux s'effectue par la commission d'expertise en présence des ayants droits, de l'autorité locale, et du représentant de l'autorité acquérant.

- **Indemnisation des dégâts au titre de l'occupation.** Sur la base du PV du constat des dégâts et les prix fixés par la CAE,⁸ une décision d'indemnisation est établie par l'ONEE spécifiant les montants à indemniser à chaque ayant droit. Une séance d'indemnisation est organisée par l'Autorité Locale à la demande de l'ONEE à laquelle sont convoqués les ayants droits dont les noms figurent sur le PV de constat et la décision d'indemnisation. Les indemnités allouées aux propriétaires et/ou exploitants, leur sont versées après présentation des pièces requises et signature des actes de renonciation. Un Procès-verbal de la séance est établi et signé par l'autorité locale et le représentant de l'ONEE.
- **Consignation des indemnités.**

Le processus de la consignation des indemnités à la CDG peut être entamé au cours de la phase administrative, dès clôture de l'enquête administrative et évaluation des indemnités par la CAE. Cependant il devient exigible dès publication de l'acte de cessibilité et avant même le dépôt des requêtes de prise de possession et de transfert de propriétés par l'ONEE auprès du tribunal Administratif. Les montants consignés, par décision du Directeur Général de l'ONEE, sont mis à la disposition des expropriés dès qu'ils passent un accord amiable ou obtiennent un jugement de transfert de propriété.

A noter que la consignation des indemnités non payées directement aux bénéficiaires lors de la séance de conciliation, présente plusieurs avantages dans la mesure où :

- Il s'agit d'une sortie effective des fonds de la trésorerie de l'Office au compte ouvert à la CDG au profit des expropriés, consignés de manière nominative et ne pouvant donner lieu au changement de titulaire qu'au vu des pièces justificatives réclamées par la CDG ;
- Les sommes consignées ne sont pas restituables à l'Office que dans des cas rigoureusement prescrits : annulation de la procédure d'expropriation dûment justifiée, saisie du compte de l'ONEE par décision judiciaire ou versement des indemnités dans un compte ouvert auprès du tribunal compétent ;
- Les sommes déposées sont productives d'intérêts au taux légal⁹ ;
- Les mains levées peuvent être délivrées par l'Office aux ayants droit dès production des pièces justificatives ;
- Les montants déconsignés au vu des mains levées obtenues sont payables localement aux ayants droits par les Perceptions décentralisées.

L'occupation temporaire des terrains (destinée à faciliter la réalisation des études et des travaux préparatoires et à déposer temporairement des outillages et matériaux ou pour établir un chantier et des voies nécessaires à l'exécution des travaux¹⁰), est sanctionnée par un Arrêté ministériel d'Occupation Temporaire (AOT) notifié aux Autorités Locales pour en informer les propriétaires et ayants droits

⁷Composée des membres suivants : (i) le pacha ou caïd, président, (ii) un représentant local du Ministère des Finances (Direction Générale des Impôts), (iii) la Direction des Domaines (iv) des représentants locaux des Ministères de l'Agriculture (v) le Haut-commissariat aux Eaux et forêts (vi) un responsable de l'Administration de l'enregistrement et des timbres.

⁸L'indemnité évaluée par la CAE est souvent égale ou légèrement supérieure à la valeur marchande.

⁹Article 31 de la loi N°7-81

¹⁰ Art. 6 du décret 2.82.382 du 4 Rajeb pris pour l'application de la loi 7-81

concernés. La durée de validité de l'arrêté d'occupation temporaire est de 5 ans. Les ayants droits perçoivent une indemnisation sur les dégâts occasionnés.

En ce qui concerne les terres collectives, les indemnités sont versées à la DAR, administration de tutelle des terrains collectifs. Les collectivités ethniques disposent chacune d'un compte comptable, tenu par la DAR, qui retrace la situation de leurs fonds, et les mouvements générés par les transactions réalisées sur leur patrimoine. Les nouabs des collectivités ethniques suivent ces comptes et ont un droit de consultation permanent. L'utilisation des fonds des collectivités ethniques relève de la seule initiative de ces dernières à travers leurs nouabs. Ces fonds peuvent être utilisés pour le financement des projets de développement au profit des Collectivités, y inclus les femmes et les populations vulnérables ou faire l'objet de distribution au bénéfice des ayants droit. Pour toute opération de distribution de fonds ou de lots d'habitation au profit des membres des collectivités ethniques, des listes des ayants droit bénéficiaires doivent être établies conformément aux dispositions des circulaires du Ministre de l'Intérieur en la matière, et approuvées par le Conseil de Tutelle. Toutes les distributions en nature ou en numéraire doivent impérativement bénéficier **aux femmes membres des collectivités ethniques. Le Conseil de Tutelle rejette toutes les listes d'ayants droit ne respectant pas cet impératif.**

4.1.4 DETERMINATION DES MONTANTS DES INDEMNISATIONS

Les indemnisations fixées par la CAE, sont déterminées sur la base de la superficie mesurée par l'Ingénieur Géomètre Topographe (IGT) agréé et au vu des prix du foncier prévalant dans la région en se référant à des postes de comparaison relatifs à des transactions réalisées et enregistrées au niveau des services d'Enregistrement et Timbres. Les indemnités sont versées au propriétaire de l'assiette foncière, pour le cas des propriétés Melk et aux administrations de tutelles dans le cas des terrains collectifs, Guich ou Habous.

Quand il s'agit de terres mises en valeur, les dégâts superficiels et les pertes de revenus seront constatés et indemnisés, sur la base du barème de la D.P.A (Direction Provinciale d'Agriculture) de l'année en cours. Le constat de l'état des lieux s'effectue en présence des ayants droit, de l'autorité locale, et du représentant de l'autorité expropriante.

Les prix unitaires utilisés pour la fixation à l'amiable (lors de la phase administrative) des indemnisations sont basés sur les prix de marché, constituent des prix adéquats pour remplacer les terrains avec des terrains de même valeur productive et sont déterminés d'une façon participative et négociée.

Il est à noter que les expropriés n'ayant pas accepté les prix fixés par la CAE, peuvent :

- Contester le montant de l'indemnité prévisionnelle devant le juge qui peut la réévaluer ou se faire aider par des experts, chaque fois qu'une difficulté d'évaluation se présente ;
- prétendre au versement de cette indemnité comme provisoire et faire valoir leur droit à une éventuelle augmentation par voie de justice (phase judiciaire)¹¹.

De même que les propriétaires ou reconnu comme tels qui n'arrivent pas à produire des actes de propriété probants, peuvent produire un acte de notoriété établi, désormais, selon les dispositions du nouveau code d'immatriculation foncière¹².

4.1.5 SITUATION A CE JOUR

Le processus d'indemnisation des acquisitions de terrains et des dégâts aux cultures ne pourra être entamé qu'une fois les procédures d'expropriation finalisées.

La situation du processus d'acquisition et d'indemnisation des dégâts occasionnés se présente à ce jour comme suit :

¹¹Art.42 de la loi 7-81

¹²Dahir n°1.11.177 du 22 novembre 2011 portant promulgation de la loi 14.07 relative au code d'immatriculation foncière.

Pour le projet de l'adduction régionale du cercle de RIF :

- Les enquêtes parcellaires ont été réalisées : les parcelles à exproprier dans les communes cibles du sous projet sont au nombre de 857 parcelles, d'une superficie globale de 410 761 m² dont 26 Habous, et 831 Melk. Le nombre des ayant droits est de 834. Les états relatifs aux dossiers parcellaires sont présentés en annexe A1.1 et A1.2.
- 8 dossiers d'expropriation, 1 arrêté d'occupation temporaire ont été établit

Pour les projets Système 2 à Trougout et Système 3 à 7 à Boudinar et Ouled Amghar :

Les enquêtes parcellaires ont été réalisés : les parcelles à acquérir dans les communes cibles du Projet, sont au nombre de 46 parcelles, d'une superficie globale de 51 830 m² dont 1 Habous et 45 Melk. Les états relatifs aux dossiers parcellaires sont présentés en annexe A1.1 et A1.2

Pour les autres projets (S1 ; S8, S9, S10 et S12) :

- Les enquêtes parcellaires sont en cours de réalisation et les dossiers parcellaires seront établis prochainement.

5 MECANISME DE GESTION DES DOLEANCES

Les terrains requis pour le Projet seront acquis dans un cadre juridique clair, avec un accord de la population locale, de même le projet est amené à avoir des impacts sociaux positifs pour cette population. Par ailleurs, l'ONEE a initié, via l'assistance technique et les équipes de mobilisation sociale, un processus d'information et de consultation des parties prenantes afin de détecter et traiter tout début de mécontentement ou conflits.

De plus dans le cadre de la loi relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire l'expropriation, il est prévu des mécanismes de recours administratifs et juridiques, le cas échéant.

5.1 RECOURS A L'AMIABLE

Des plaintes liées au foncier, peuvent parvenir à l'ONEE, formulées par des requérants transmises directement par ces derniers ou par le biais des autorités locales, ou autres instances de l'Etat de leur choix. Ces doléances sont ensuite acheminées vers les services régionaux chargés des activités foncières à l'Office pour les examiner et les traiter. Les plaintes sont ainsi examinées et les réponses sont transmises dans des délais allant de 15 à 25 jours, aux requérants les informant des mesures prises par l'Office ou envisagées d'entreprendre pour satisfaire leurs doléances. Des registres de recueil et de suivi du traitement donné aux doléances est disponible au niveau des services régionaux et sont consultables.

5.2 RECOURS PAR VOIE DE JUSTICE

Le recours par voie de justice, contre l'expropriation ou pour toute autre raison, peut s'exercer par les personnes et entités affectées, dans les cas suivants :

- La contestation de l'utilité publique du Projet justifiant l'expropriation des terrains ou non acceptation de la procédure appliquée ;
- Voie de fait en cas de prise de possession des terrains sans accord amiable conclus avec les expropriés ou une décision de juge d'expropriation au préalable ;
- Refus du prix unitaire retenu ou du montant de la compensation (Le jugement de transfert de propriété, rendu après une procédure écrite, peut faire l'objet d'un appel ayant pour seul objet la revue de l'indemnité, dans un délai de trente jours à compter de sa notification).

A cet effet, Il est important de rappeler qu'au titre d'un effort propre, **L'ONEE a pris sur lui de prendre en charge les frais de recours entrepris par les ayants droits. Cette initiative, non requise par la législation marocaine, rend la procédure de recours socialement équitable et parfaitement en ligne avec les exigences de la PO 4.12. En effet, l'ONEE engage à ses frais les avocats chargés des recours au tribunaux des ayants droits et règlement tous les frais judiciaires générés par ces opérations jusqu'au transfert de propriété au nom de l'Office.**

5.3 MECANIMES DE GESTION DES DOLEANCES PROPRES A L'ONEE

Pour améliorer davantage le système de traitement des plaintes, en relation avec les acquisitions des terrains, l'ONEE a mis en place un système d'information qui enregistre toute requête reçue par l'Office, et permet de suivre les différentes phases de traitement qui lui sont réservées. Des états de reportent sont édités de manière régulière pour matérialiser le traitement alloué à chaque requête enregistrée. Les éventuels états concernant le projet pourront être consultés.

Les personnes affectées peuvent s'adresser directement aux centres locaux de l'ONEE, qui sont aisément accessibles. Par ailleurs, les équipes locales de l'ONEE, les équipes d'animation sociale qui se rendent régulièrement sur le terrain, sont en contact avec les populations et recueillent leurs doléances. De même que les doléances qui sont adressées aux agents de l'autorité locale et des communes rurales, ainsi qu'à l'assistance technique, sont systématiquement transférées aux services locaux de l'ONEE, pour traitement. Sans oublier, l'affichage au niveau des communes rurales concernées de la liste des personnes affectées par

l'expropriation ainsi que la mise à disposition du registre de doléances, lors de l'enquête administrative. Les doléances reçues ainsi que le traitement qui leur aura été donné feront l'objet d'un reporting, qui sera inclus dans les rapports soumis régulièrement à la Banque.

5.4 MECANISMES DE GESTION DES DOLEANCES ADDITIONNELS

Il est à rappeler que les requérants peuvent s'adresser aux instances constitutionnelles indépendantes de recours à savoir le CNDH (Conseil National des Droits de l'Homme qui dispose de commissions régionales) et le Médiateur (qui dispose également de représentations territoriales) ; ces instances sont en charge d'analyser les recours, de faire les investigations nécessaires et d'apporter un appui gratuit aux plaignants pour obtenir réparation.

Il est également à rappeler que les doléances peuvent aussi être soumises à la Banque Mondiale, soit à son Service de Gestion de Doléances (Grievance Redress Service) pour des doléances liées à la gestion du projet, soit au Panel d'Inspection pour des questions de conformité avec les politiques de la BM.

6 BUDGET, CALENDRIER, SUIVI ET MONITORING

6.1 FINANCEMENT DES ACQUISITIONS DE TERRAINS :

Le financement des coûts générés par le processus d'acquisition des terrains est pris en charge par le budget d'investissement propre de l'ONEE.

En fonction de l'état d'avancement des projets, une provision budgétaire est allouée annuellement aux acquisitions des terrains dont 95% est dédié aux indemnités d'expropriation et de l'occupation temporaire.

Le montant d'indemnisation globale pour l'actif exproprié est de l'ordre de 96 MDH, calculé en se basant sur les prix unitaires des terrains évalués par la Commissions Administratives d'Expertise CAE.

A ce coût s'ajoutent :

- Les frais de fonctionnement générés par la gestion des dossiers d'expropriation, notamment les frais judiciaires, les frais d'immatriculation et d'enregistrement, les honoraires de prestataires de service externes (avocats, notaires, etc.) représentent 10% du montant des indemnités des terrains, soit : 7 306 517 DH.
- Le coût des indemnités relatives aux dégâts occasionnés, éventuellement, par les travaux. A ce stade du projet, les dégâts, qui seront générés par la réalisation des travaux ne sont pas recensés, cependant, leur coût peut être estimé à 8% du montant des indemnités des terrains, soit : 5 845 213 DH
- Les frais de recours et de contentieux : Dans le cas où toutes les tentatives d'acquisition à l'amiable des terrains seront épuisées, le montant global des indemnités non régularisées à l'amiable sera consigné à la CDG après publication du décret d'expropriation¹³. Ce montant correspond à une indemnité prévisionnelle, qui peut être revue à la hausse suite au verdict final du juge d'expropriation. Ces frais sont estimés à 1500,00 DH par dossier¹⁴(un dossier correspond à une parcelle de terrain exproprié¹⁵); Pour ce projet, le montant estimatif des frais générés par le contentieux est donc de l'ordre de : 1 314 000 DH ;
- Les frais d'appui des ayant droit : le nombre des parcelles dont PAP ne dispose pas d'acte de propriété est estimé à 50% de l'ensemble des parcelles, soit 438 parcelles. Les frais d'appui d'obtention de la documentation de propriété est estimé à 1000 DH par parcelle, soit : 438 000 DH
- D'autres frais engagés par l'ONEE pour la procédure d'indemnisation (phases administrative et judiciaire), dans le cadre du processus de concrétisation des acquisitions et de transfert de propriété, auprès des services des impôts (enregistrement des actes contractuels) et la conservation foncière (immatriculation des actes de transfert de propriété, droits de morcellement, frais des certificats foncières) ...etc. Ces frais peuvent être estimés à 6% du montant des indemnités des terrains, soit : 4 383 910 DH

Le budget estimatif est résumé dans le tableau ci-dessous s'élève à 96 MDH. Ce budget sera constamment révisé et mis à jour au fur et à mesure que les informations deviennent plus précises.

* Le processus de la consignation des indemnités à la CDG peut être entamé au cours de la phase administrative, dès clôture de l'enquête administrative et évaluation des indemnités par la CAE

¹⁴A cet effet, un budget annuel est mobilisé par l'ONEE pour couvrir tous les frais générés par les actions en justices menées par ce dernier notamment : (i) les frais judiciaires relatifs à l'introduction en justice des requêtes de prise de possession et de transferts de propriété ainsi que les frais de recours, (ii) les frais des avocats désignés par l'Office pour suivre les requêtes précitées, et (iii) les frais des expertises demandées, éventuellement par les juges d'expropriation.

¹⁵Les actions en justices menées par l'Office concernent uniquement les terrains Melk. Les terrains collectifs sont régularisés à l'amiable à travers le versement des montants des indemnités dans le compte ouvert au nom des collectivités sous la tutelle du ministère de l'intérieur.

Activité	Cout en MAD
Indemnités des terrains à exproprier	73 065 165
Indemnisation des dégâts occasionnés par les travaux	5 845 213
Indemnisation de la Production agricole	
Frais de recours et de contentieux	1 314 000
Frais d'enregistrement et d'impôts et autres	4 383 910
Appui ayants droits, suivi dossiers	438 000
Frais de fonctionnement	7 306 517
Imprévus (5%)	3 653 258
Total	96 006 063

6.2 PLAN PREVISIONNEL DE MISE EN OEUVRE DES OPERATIONS D'EXPROPRIATION ET DE COMPENSATION

Le plan prévisionnel sera constamment mis à jour selon les besoins et là où c'est nécessaire.

Tableau de droits : Valeurs de dédommagement selon les pertes

Pertes	Dédommagement
Cultures et arbres	Grand Olivier : 1000 DH /arbre Moyen Olivier : 500 DH / arbre Petit olivier : 300 DH / arbre
Attachements sur terres (clôtures, murets, poteaux)	Dédommagement de la valeur directe

Les éventuels pertes et dédommagements qui restent seront précisés par la commission d'évaluation des dégâts juste avant le démarrage des travaux.

TABLEAU 6:PLAN PREVISIONNEL D'EXECUTION DU PROGRAMME D'EXPROPRIATION ET DE COMPENSATION

Étapes	Lieu	Responsabilité	Date
Identification des sites potentiels nécessaires à la réalisation des ouvrages	Toutes les communes rurales concernée	DR	Sous-projet de l'adduction régionale du cercle de RIF et Projet S2-Trougout ET S3 à S7-Boudinar et Oulad Amghar : achevée les projets (S1 ; S8, S9, S10 et S12) : en cours.
Choix des sites et recensement des populations affectées	Toutes les communes rurales concernées :	DR6	Sous-projet de l'adduction régionale du cercle de RIF et Projet S2-Trougout ET S3 à S7-Boudinar et Oulad Amghar : achevée les projets (S1 ; S8, S9, S10 et S12) : en cours.
Préparation des dossiers techniques parcellaires	Toutes les communes rurales concernées	DR6	Sous-projet de l'adduction régionale du cercle de RIF et Projet S2-Trougout ET S3 à S7-Boudinar et Oulad Amghar : achevée les projets (S1 ; S8, S9, S10 et S12) : en cours.
Enclenchement des procédures spécifiées au niveau des dossiers préparés par le service technique et lancement des négociations	Toutes les communes rurales concernées	DR6 et commission de conciliation	

Étapes	Lieu	Responsabilité	Date
Enclenchement du processus d'indemnisation à l'amiable et constitution des dossiers d'expropriation	Toutes les communes rurales concernées	DR6 et commission de conciliation	
Suivi des étapes d'approbation et de publication des DD	Ministère de tutelle/ Toutes les communes rurales concernées	DAJ	
Consignation des montants d'indemnisation	CDG/ Toutes les communes	DAJ	
Indemnisation et immatriculation des propriétés acquises au nom de l'ONEE	Toutes les communes rurales concernées	DAJ	Processus continu, opérant au fur et à mesure de la clôture des dossiers.
Enclenchement de la phase judiciaire par le dépôt des enquêtes de prise de possession et transfert de propriété, mise à disposition des fonds requis et promulgation du décret d'expropriation	<i>Toutes les communes rurales concernées</i>	<i>DAJ</i>	Au cas par cas
Prise de possession de la propriété	Toutes les communes rurales concernées	DAJ et autorités locales	Au cas par cas
Suivi des dossiers en cours d'instruction	Toutes les communes rurales concernées	DAJ	Au cas par cas

6.3 MODALITES DE SUIVI

L'ONEE est responsable de l'élaboration et du suivi de l'exécution des plans d'actions relatives à l'acquisition des terrains. A ce titre, il s'assurera que l'ensemble des personnes affectées par le projet et recensées sera effectivement pris en compte et compensé selon les modalités figurant dans ce PAT.

A travers l'analyse de l'état d'avancement des activités du PAT, la Direction de l'eau potable (DEP), la Direction Juridique (DAJ) et la direction régionale (DR6) de l'ONEE, assureront un suivi et une évaluation systématiques opérés aux niveaux suivants :

- Au moment de la budgétisation de la rubrique expropriation et occupation temporaire : vérifier et s'assurer que le budget alloué aux acquisitions des terrains nécessaires au projet est disponible et planifié ;
- Au moment de lancement des appels d'offre pour la réalisation des travaux : s'assurer que toutes les procédures d'action foncière destinées à la mobilisation des terrains sont engagées par l'ONEE et par la commune chacun en ce qui le concerne. Ceci doit être documenté et récapitulé au niveau du PAT ;

Avant le démarrage des travaux : l'indemnisation des terrains expropriés est effectuée soit de manière amiable (l'indemnité étant versée aux ayants droit et dûment justifiée) ou consignée à la CDG (en cas de recours judiciaire ou litiges, avec documents justificatifs à l'appui). Le processus d'indemnisation des personnes affectées doit être finalisé et documenté au préalable du démarrage des travaux sur les parcelles concernées.

L'avancement des acquisitions de terrain et de la compensation des ayants droit sera reflété et consigné dans les états suivants :

- Les états A1.1 et A1.2, relatifs aux dossiers parcellaires (recensement des terrains à acquérir et des populations affectées par l'acquisition des terrains).
- Les états A2 à A6 relatifs aux procédures d'expropriation et d'occupation temporaire ainsi qu'aux indemnisations des parcelles expropriées des dégâts occasionnés par le Projet, permettront d'effectuer le suivi régulier de l'avancement des procédures. Il concernera principalement le suivi du processus

d'identification des personnes affectés et de leur d'indemnisation. Ces informations seront consignées au niveau de l'état A2.2 (pour l'indemnisation des terrains) et A3.2 (pour l'indemnisation des dégâts).

Le suivi des acquisitions sera effectué et consigné dans des versions actualisées de ces états, par les gestionnaires des acquisitions de terrain de l'Office. Ces états seront renseignés, et seront disponibles en cas de besoins pour toute consultation.

TABLEAU 7 - LISTE DES ETATS MATERIALIZANT L'AVANCEMENT DES ACQUISITIONS DES TERRAINS EN FONCTION DES PHASES CLES DES PROJETS

N° de l'Etat	Objet	Responsable
A1.1	Etat d'établissement des dossiers techniques parcellaires	DEP et DR6/D
A1.2	Liste des parcelles par dossier (Expropriation et/ou d'occupation temporaire)	DEP et DR6/D
A2.1	Etat d'avancement des dossiers d'expropriations	DAJ+DR6
A2.2	Etat récapitulatif de l'avancement des dossiers d'indemnisation des ayants droits (terrains expropriés)	DAJ+DR6
A3.1	Etat récapitulatif de l'avancement des dossiers d'Occupation Temporaire des terrains de particulier (Dégâts)	DAJ+DR6
A3.2	Inventaires des parcelles expropriées Etat d'avancement des indemnisations des dégâts causés par l'occupation temporaire.	DAJ+DR6
A4	Etat récapitulatif de l'avancement des dossiers d'acquisition des terrains collectifs	DAJ+DR6
A5	Etat d'avancement des dossiers d'Occupation Temporaire du Domaine forestier/ Routier/ ONCF/ Hydraulique	DAJ+DR6
A6	Etat récapitulatif de l'avancement des dossiers d'incorporation du Domaine Privé au Domaine Public de l'Etat	DAJ+DR6

Le suivi des procédures d'acquisition et d'indemnisation sera transmis régulièrement à la Banque Mondiale, dans le cadre des rapports semestriels d'avancement et autant de fois que demandé par la Banque mondiale pour la tenir informée des principales évolutions.

7 CONCLUSION

Le Projet ne financera pas des sous projets qui impliqueraient le déplacement physique involontaire de populations. Seuls des acquisitions de terrain seront nécessaires pour la construction des ouvrages financés par le Projet. Le présent plan d'acquisition et d'indemnisation des terrains respecte le principe de droits des personnes affectées, le cadre légal national en termes d'acquisition et d'indemnisation des terres collectives et les procédures opérationnelles de la Banque Mondiale, en particulier la P.O. 4.12.

Le présent Plan d'Acquisition de terrain (PAT) sera soumis à la revue et à l'approbation de la Banque mondiale, au préalable de sa publication sur le site Internet de l'ONEE et sur le site Info Shop de la Banque mondiale. Le démarrage des travaux sera assujetti à la publication du PAT approuvé et à l'indemnisation des ayants droits.

ANNEXES

ANNEXE A- REGIME FONCIER ET STATUT DES TERRES

REGIMES FONCIERS

Le système foncier marocain se caractérise par une multitude de régimes fonciers, qui peuvent être regroupés en deux catégories :

- A. Les régimes domaniaux, représentant 3% de la SAU¹⁶, et constitués par :
 - a. Le domaine Public de l'Etat et des collectivités publiques,
 - b. Le domaine Privé de l'Etat et des collectivités publiques.
 - c. Le domaine Forestier
- B. Les régimes non domaniaux constitués par :
 - a. Les biens Habous, (1% de la SAU)
 - b. Les terres Collectives, (17% de la SAU)
 - c. Les terres Guiches, (3% de la SAU)
 - d. Les biens relevant de la propriété privée (ou Melk) représentant 76% de la SAU et qui se divisent eux-mêmes en Moulkia (biens non titrés mais dont la propriété est démontrée par des actes adulaires) et les biens titrés, inscrits sous un numéro sur les registres de la conservation foncière.

REGIMES DOMANIAUX

La domanialité publique et la domanialité privée constituent les deux composantes de la propriété publique. Elle est constituée par l'ensemble des biens et droit mobiliers et immobiliers appartenant à l'Etat (administration et collectivités locales)

DOMAINE PUBLIC

Le domaine public de l'Etat comprend toute les parties du territoire et tous les ouvrages, biens immobiliers naturels (rivage de mer, zone désertique, eau sous toutes ses formes) ou artificiels (voies, canaux, ports, etc.) qui ne peuvent faire l'objet d'une appropriation privée et dont l'usage est public. Il est régi par des règles spéciales qui lui sont applicables en matière d'affectation, d'inaliénabilité, d'insaisissabilité, d'imprescriptibilité et de modes d'utilisation.

DOMAINE PRIVE¹⁷

En principe, tous les biens que possèdent l'Etat ou les collectivités et qui ne sont affectés ni à l'usage direct du public, ni à un service public, font partie du domaine privé.

De plus, les biens qui, quoique affectés à un service public, n'ont cependant reçu aucun aménagement spécial et ne sont pas essentiels pour le fonctionnement de ce service, font partie du domaine privé.

En absence d'une affectation publique, le domaine privé échappe aux règles rigoureuses de la domanialité publique, il est donc aliénable et prescriptible. Toutefois, son régime juridique est constitué par de nombreuses règles spécifiques en matière d'acquisition des biens qui le composent, de leur délimitation ou de leur gestion.

DOMAINE FORESTIER¹⁰

En vue d'assurer la préservation, la protection et le développement de ce patrimoine national, le législateur a consacré le principe de la domanialité des forêts et des formations assimilées (domaine privé de l'Etat),

¹⁶SAU : Surface Agricole Utile estimée à 9.2 Millions d'hectares

¹⁷Art 5 du dahir du 1 juillet 1914

en se basant sur le principe de la présomption, et de leur inaliénabilité à l'exception des trois formes de transactions foncières prévues par la réglementation.

La gestion du domaine forestier est confiée à l'administration des eaux et forêts (Haut-commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification).

LES REGIMES NON DOMANIAUX

BIENS HABOUS

Les biens Habous sont des biens immeubles immobilisés par le fondateur musulman et dont la jouissance profite aux catégories des bénéficiaires qu'il désigne.

Les biens Habous présentent deux caractéristiques principales : la perpétuité et l'insaisissabilité. Ils sont cependant aliénables et peuvent faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique.

TERRES COLLECTIVES

Ce sont des terres de culture et de parcours appartenant à des groupements ethniques (tribus, factions, douars et autres groupements) au sein desquels les droits de chacun, ne sont pas déterminés. Elles sont placées sous le régime *du dahir du 27 Avril 1919*, organisant la tutelle administrative sur les collectivités ethniques. De ce fait, les terres collectives sont sous la tutelle du ministère de l'intérieur assisté d'un conseil de tutelle.

Ces terres sont en principe inaliénables, insaisissables et imprescriptibles, cependant, le principe de l'inaliénabilité a été tempéré par *le dahir du 6 février 1963* qui prévoit la possibilité pour l'Etat, les communes, les établissements publics d'acquérir un bien collectif soit par voie d'expropriation, soit par voie amiable dans le cas où la collectivité et le conseil de tutelle sont d'accord sur le principe et les conditions de l'aliénation.

TERRES GUICH

Ce sont des terres dont la jouissance a été accordée à certaines tribus dites Guiche, en contrepartie des services militaires rendus. Il n'existe aucun texte législatif particulier régissant les terres Guiche. Seules deux circulaires du grand vizir¹⁸ font ressortir le caractère d'inaliénabilité des terres Guiche. Ces terrains sont gérés par les tribus bénéficiaires sous la tutelle du ministère de l'intérieur et peuvent comme pour les terres collectives, faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique.

PROPRIETE PRIVEE (MELK)

Le **Melk** est le statut prédominant au Maroc. Les terres *Melk* appartiennent à une ou plusieurs personnes qui en ont pleine jouissance.

Les terrains privés sont aliénables, saisissables, prescriptibles et peuvent faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique.

La constitution marocaine garantissant le droit de propriété ; il ne peut être procédé à l'expropriation du Melk que dans les cas et dans les formes prévues par la loi.

¹⁸Circulaires du grand vizir du 1er novembre 1912 et celle du 19 Février 1944

PROCEDURE D'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE

La procédure nationale marocaine d'expropriation suit deux phases :

- Une phase administrative, parfaitement maîtrisée par l'expropriant et qui peut être suivie ou pas d'une phase judiciaire ;
- Une phase judiciaire, exécutée sous le contrôle de l'autorité judiciaire, dont le déclenchement requiert des formalités d'approbation et de publication des actes de cessibilité (Décrets Définitifs d'expropriation DD) par les hautes instances de l'Etat¹⁹.

PHASE ADMINISTRATIVE

Cette phase est déclenchée suite à la déclaration de l'utilité publique du projet et la désignation des biens à exproprier. Elle renferme des formalités rigoureuses dont l'accomplissement est nécessaire, voire obligatoire pour le déclenchement de la phase judiciaire. Cette phase comporte **8 étapes successives** :

ETAPE 1 : DÉCLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

La déclaration d'utilité publique se fait par un acte administratif dit Projet de Décret d'Expropriation (PDE), qui désigne à la fois, l'ensemble des biens visées par l'expropriation et les travaux ou opérations prévus sur ces biens.

La détermination des biens visés par l'expropriation dans la déclaration d'utilité publique permet d'éviter de passer par un acte de cessibilité et accélère l'aboutissement de la procédure.

La définition avec précision des travaux ou opérations prévus sur les biens expropriés est fondamental, car toute modification de l'utilisation des biens soumis à expropriation exige une nouvelle déclaration d'utilité publique.

L'acte déclaratif d'utilité publique (PDE) est soumis à des formalités de publicité et d'affichage selon les dispositions de la loi, ainsi le PDE est :

- Publié au Bulletin Officiel (BO) et dans un ou plusieurs journaux autorisés à recevoir les annonces légales ;
- Déposé, au bureau de la commune du lieu concerné, accompagnée d'un plan situant les biens touchés par l'expropriation et un registre d'observation. Les intéressés peuvent en prendre connaissance et consigner sur le registre précité, leurs observations pendant un délai de deux mois, à dater de sa publication au BO.

Dès la publication de l'acte déclaratif, les biens visés ne peuvent faire l'objet d'aucune transformation sans autorisation de l'expropriant : les biens désignés par l'acte déclaratif d'utilité publique sont frappés d'une servitude générale qui s'oppose à toute modification de l'état des lieux²⁰.

C'est pourquoi, la durée maximale des effets de la déclaration d'utilité publique²¹, fixée par la loi est de deux (2) ans. Si dans ce délai le transfert de propriété n'est pas conclu soit à l'amiable, soit demandé au juge par l'Expropriant, toute la procédure d'expropriation est à reprendre.

ETAPE 2 : ENQUETE ADMINISTRATIVE

L'enquête administrative s'ouvre par la publication du PDE au BO. Elle donne lieu à l'ouverture d'un registre des observations, ouvert au siège de la commune du lieu concerné, tenu, paraphé et clôturé par le Président du conseil communal après écoulement de deux mois d'affichage.

La loi 7-81, à travers cette procédure d'enquête publique, donne aux propriétaires et aux ayants droit ce délai de deux mois, pour faire connaître, en le mentionnant sur le registre d'observations précité, tous les

¹⁹ Art.1dudécret2.82.382du4Rajebprispourl'applicationdelaloi7-81

²⁰Art.15dela loi7-81

²¹Art 7dela loi 7-81

fermiers, locataires et autres détenteurs de droits réels sur les immeubles expropriés, faute de quoi « *ils restent seuls chargés envers ces personnes des indemnités qu'elles pourraient réclamer* ».

Au-delà de ce délai, et surtout quand il s'agit d'un immeuble non immatriculé, les droits des tiers non déclarés sont déchus et toute réclamation devient irrecevable²², sauf à se prévaloir de la possibilité d'une intervention volontaire devant le tribunal administratif, au moment de l'instruction de la requête de transfert de propriété.

Ainsi, l'enquête administrative permet à la fois de recueillir des objections élevées à l'encontre de l'utilité publique du projet et les conditions de sa réalisation, et de faire apparaître les titulaires de droits portant sur les immeubles concernés par l'opération.

Egalement, au cours de cette enquête, l'expropriant est tenu de déposer le PDE accompagné d'un plan parcellaire représentant les parcelles de terrain touchées par l'expropriation :

- Au greffier du tribunal administratif (TA) concerné pour l'inscription des biens expropriés non immatriculés sur le registre spécial.
- A la conservation foncière(CF) concernée pour son inscription sur les titres fonciers (pour les biens immatriculés) ou sur le registre des oppositions (pour les biens encours d'immatriculation).

Au vu de ce dépôt, le conservateur de la propriété foncière est tenu de délivrer à l'expropriant un certificat attestant que la mention du projet d'acte a été inscrite sur les titres fonciers ou sur le registre des oppositions. Du même un certificat attestant cette inscription est remis par le greffier à l'expropriant pour les immeubles non immatriculés.

ETAPE 3 : OCCUPATION TEMPORAIRE DES TERRAINS DANS LE CADRE DE L'EXPROPRIATION

Cette étape préliminaire à la prise de possession des terrains, par expropriation ou par autre procédure est engagée en application de la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour l'utilité publique et à l'occupation temporaire²³. Elle est sanctionnée par un Arrêté ministériel d'Occupation Temporaire (AOT) notifié aux Autorités Locales pour en informer les propriétaires et ayants droit concernés. La durée de validité de l'arrêté d'occupation temporaire est de 5 ans.

La phase de prise de possession temporaire des terrains est destinée à faciliter la réalisation des études et des travaux préparatoires et à déposer temporairement des outillages et matériaux ou pour établir un chantier et des voies nécessaires à l'exécution des travaux.²⁴ En contrepartie, l'ayant droit perçoit une indemnisation sur les dégâts occasionnés, éventuellement, par ces travaux.

ETAPE 4 : DETERMINATION DU CONTENU INDEMNISABLE

Pour les terrains à acquérir, l'indemnité relative à la valeur vénale du terrain exproprié est déterminée sur la base de la superficie mesurée par l'Ingénieur Géomètre Topographe (IGT) agréé. Elle est versée au propriétaire de l'assiette foncière, pour le cas des propriétés Melk et aux administrations de tutelles dans le cas des terrains collectifs, Guiches ou Tabous.

Quand il s'agit de terres mises en valeur, la loi reconnaît que tous les détenteurs de droits (selon les dispositions des paragraphes 3(a), 6(a), 14, 15 et 16 de la PO 4.12) sont autorisés à percevoir une indemnisation, qu'ils soient propriétaires, locataires ou occupants, usufruitiers, propriétaires d'arbres ou de tout autre aménagement existant sur les parcelles de terrain expropriées au moment de la déclaration d'utilité publique.

A cet effet, quel que soit le régime foncier des terrains expropriés, les dégâts superficiels et donc les pertes de sources de revenus y afférentes, seront constatés et indemnisés aux ayants droit. Le constat de l'état des

²² Art. 26 de la loi 7-81

²³ Art. 50 de la loi N° 7-81

²⁴ Art. 6 du décret 2.82.382 du 4 Rajeb pour l'application de la loi 7-81

lieux s'effectue en présence des ayants droit, de l'autorité locale, et du représentant de l'autorité expropriante.

ETAPE 5 : EVALUATION DES ACTIFS AFFECTES

L'évaluation des éléments d'actifs affectés est faite par une Commission Administrative d'Evaluation (CAE), conformément à la loi N° 7-81 sur les expropriations²². Elle se compose des membres permanents suivants :

- Représentants des autorités locales des provinces concernées,
- Présidents des communes concernées,
- Représentant du service de l'enregistrement de la Direction régionale des impôts,
- Représentants des Directions régionales des domaines,
- Représentants de l'administration expropriante.

Il peut y siéger au besoin, les membres suivants :

- Les représentants de certains services déconcentrés de l'Etat (Ministère de l'Intérieur, Ministère de l'Équipement, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Direction de l'Urbanisme, etc.) ;
- Le représentant des autorités traditionnelles.

La négociation du montant des indemnités, aussi bien pour les dégâts superficiels que pour la valeur vénale des terrains (valeur marchande) se fait dans le cadre de cette commission. Ce montant est fixé sur la base des prix en cours sur le marché dans la région.

Les critères d'évaluations prévus par la loi invitent les parties concernées à adopter une estimation écartant toute spéculation : seul le dommage actuel et certain est pris en considération, y compris la plus-value et la moins-value résultant de « l'annonce de l'ouvrage ou de l'opération projetée ».

ETAPE 6 : ACCORDAMIABLE

La procédure d'expropriation prévoit la possibilité de passer un accord à l'amiable entre le propriétaire et l'autorité expropriante, lorsqu'il y a accord sur l'indemnité. Cet accord est sanctionné par la signature d'un Procès-verbal d'Accord à l'Amiable passé devant l'autorité locale et déposé à la conservation foncière pour le transfert de propriété, suite à quoi, l'expropriant s'acquitte l'intégralité de l'indemnité convenue au profit des ayants droit.

ETAPE 7 : ACTE DE CESSIBILITE

L'acte de cessibilité ou Décret Définitif d'expropriation (DD), qui correspond au PDE ayant servi à la Déclaration d'utilité publique, est établi par l'expropriant et soumis à l'approbation du chef de gouvernement sur proposition du ministre concerné (ou la tutelle de l'Administration expropriante) après le visa du ministre de l'Intérieur.

L'acte de cessibilité, doit être pris dans un délai de deux ans après la publication de la déclaration d'utilité publique dont il prolonge ainsi les effets. S'il n'est pas pris dans ce délai, l'acte déclaratif d'utilité publique devient caduc.

ETAPE 8 : CONSIGNATION DES INDEMNITES A LA CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION (CDG)

Les montants des indemnités fixées par la commission CAE au cours de la phase administrative, s'ils ne sont pas perçus directement par les expropriés dans le cadre d'un accord amiable, sont déposés à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) par l'expropriant.

Ce dépôt est érigé en une obligation d'ordre public, non passible d'aucune atténuation ou dérogation. De par son caractère contraignant et obligatoire, l'acte de consignation n'est pas une simple opération de provision d'une créance mais il est assimilé à une « réquisition volontaire des fonds » de l'autorité expropriante auprès de la CDG.

Il s'agit d'un procédé sécurisant, tant pour les deniers publics contre toute attitude dilatoire, que pour les ayants droit en cas de malversations ou actes frauduleux perpétrés par autrui.

PHASE JUDICIAIRE

La phase contentieuse requiert l'approbation et la publication préalable de l'acte de cessibilité, le Décret Définitif d'expropriation (DD) (cf. paragraphe 7.1.1.7).

Ainsi, dès publication du DD et consignation des indemnités non réglées à l'amiable à la CDG, des requêtes de prise de possession (PP) et de transfert de propriété (TP) sont déposés au tribunal Administratif pour les parcelles n'ayant pas fait l'objet d'accords à l'amiable.

Elle se déroule en quatre étapes successives : la prise de possession, le transfert de propriété, la fixation de l'indemnité et la déconsignation des indemnités au profit des ayant droits.

ETAPE 1 : PRISE DE POSSESSION PRONONCEE PAR LE JUGE

Le juge prononce la possession des terrains expropriés, après confirmation de l'utilité publique et la consignation effective, par l'expropriant, de l'indemnité provisoire²⁵fixée par la Commission Administrative d'Evaluation (CAE) pendant la phase administrative.

En effet, le juge ne peut refuser l'autorisation de prise de possession des terrains que pour cause de nullité de la procédure, qui ne peut intervenir que si :

- L'utilité publique du projet n'est pas reconnue ;
- Il décèle une irrégularité formelle dans la procédure (Phase Administrative) engagée par l'expropriant.

Ainsi, l'ordonnance de prise de possession est conditionnée par la stricte conformité aux formalités en question.

La loi 7-81prévoit que les travaux sur terrains expropriés peuvent être entamés dès la décision du juge de prise de possession.

ETAPE 2 : FIXATION DE L'INDEMNITEDE COMPENSATION PAR LE JUGE

L'autorité judiciaire, chargée de l'évaluation de l'indemnité, peut maintenir l'indemnité prévisionnelle proposée par l'expropriant dans le cadre de la tentative d'accord à l'amiable, comme indemnité prévisionnelle.

Cependant, les expropriés peuvent contester le montant de l'indemnité prévisionnelle devant le juge qui peut la réévaluer ou se faire aider par des experts, chaque fois qu'une difficulté d'évaluation se présente.

ETAPE 3 : TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété est l'étape finale de l'expropriation. Elle peut être prononcée par le juge dans des délais courts en absence de toute opposition. Cependant, elle est plus longue quand l'exproprié et/ou l'expropriant ne se sont pas mis d'accord sur le montant des indemnités compensatoires ou si le bien exproprié, est entaché d'oppositions par des tiers et consigné au niveau du registre d'observation pendant l'enquête administrative.

ETAPE 4 : DECONSIGNATION DES INDEMNITES AU PROFIT DES AYANT DROITS

Chaque fois qu'un jugement définitif de Transfert de propriété est prononcé et les formalités requises de publicité et d'affichage sont effectuées, une main levée sur l'indemnité consignée est délivrée aux ayants droits.

²⁵Art.24dela loi7-81

ANNEXE B – METHODOLOGIE D'INTERVENTION DE L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS)

Dans le cadre des marchés d'Assistance Technique d'Appui à la Mise en Œuvre contractée par l'ONEE pour accompagner la mise en œuvre de ses projets d'extension de la desserte en AEP dans le rural, une méthodologie d'approche participative a été développée. Cette méthodologie s'appuie sur les trois phases suivantes. Chacune de ces phases implique au moins un passage de l'EMS dans chacun des douars concernés, selon la séquence suivante.

Phase 1. Information et implication des autorités locales

Au cours de cette phase, l'ONEE va mener de front deux types d'activités : la première consistera à informer les autorités locales (provinces et communes rurales - CR) et à obtenir leur implication, et la seconde consistera en études techniques.

Etape 1 : Consultation des autorités locales et des représentants élus. Ici, l'ONEE informe les autorités provinciales et les Communes Rurales à propos du programme prioritaire. Plus précisément, les points suivants sont expliqués : (a) proposition de choix des sous-projets ; (b) méthodologie de la participation des communautés ; (c) conséquences financières et opérationnelles du choix du réseau d'approvisionnement (BF ou BI) ; et (d) contribution financière de chaque partie aux coûts de construction.

Etape 2 : Information et implication des Communes Rurales. Au moyen de conventions et d'accords conclus avec l'ONEE, les communes rurales s'engagent à mettre à disposition les fonds requis. Idéalement, la Commune Rurale désignera un technicien qui aidera l'Equipe de Mobilisation Sociale (EMS) lors des contacts initiaux et de la mobilisation de la population. A ce stade du projet, on pourra commencer à expliquer aux représentants de la commune rurale les grandes lignes de l'approche participative.

Les études techniques détaillées qui seront présentées aux communes et aux autorités locales devront aussi indiquer s'il y aura des impacts sur l'environnement, des occupations temporaires ou des acquisitions de terrains et, si c'est le cas, les mesures correctives prévues.

Phase 2. Mobilisation sociale et participation des communautés

Au cours de cette phase, les EMS abordent la totalité de leur travail dans les villages. Cette phase est critique, car il s'agit d'obtenir la confiance et la coopération des communautés. Avant le début de leur travail, les EMS devront disposer des informations nécessaires à la compréhension des aspects techniques des sous-projets proposés. Ces informations leur permettront aussi de recentrer le diagnostic participatif. Au cours de cette phase, les EMS effectuent trois tâches critiques : elles informent et consultent les communautés et vérifient la nature de leurs demandes ; elles effectuent le diagnostic social participatif des communautés, et elles constituent les structures des communautés nécessitées par le projet. Cette phase d'accompagnement des communautés est essentielle au succès et à la durabilité du projet.

Etape 1 : Information des communautés. Les EMS commencent à informer et à mobiliser les communautés. Pour réaliser ce travail, elles devront rendre aux communautés une ou plusieurs visites, selon leur degré d'information antérieure et d'autres facteurs. Au cours de cette phase, les EMS informent la population sur les points suivants : conditions à remplir pour bénéficier du projet ; choix techniques et opérationnels, dont le choix entre des BF et des BI ; justification de la recherche d'une approche participative et conditions nécessaires à l'adduction d'eau du douar ; et contributions financières demandées aux utilisateurs si ces derniers souhaitent des BI. Il conviendra de préciser aux ménages que les couts forfaitaires du branchement individuel seront applicables pendant toute la durée des travaux et que les ménages demandant un branchement ultérieurement se le verront facturer sur la base d'un devis aux couts réels.

L'investissement de l'ONEE étant dimensionné pour desservir les communautés en BI, la desserte par BI est à l'avantage de l'ONEE, du point de vue objectif de développement et rentabilité de l'investissement. La demande des communautés est également très importante et grandissante pour les BI. Des options de financement et de mode de gestion sont proposées afin de permettre le développement des BI à des

conditions permettant à l'ONEE de ne pas mettre en péril son équilibre financier. Ces solutions étant nouvelles, il est très important que la présentation de ces solutions par les EMS soient parfaitement maîtrisées et distinguent clairement les contributions attendues des communautés et des ménages bénéficiaires pour chacun des options de gestion. Il est également essentiel que le mode de gestion soit décidé et validé par toutes les parties prenantes avant le démarrage des travaux. C'est l'objectif du diagnostic participatif.

Etape 2. Diagnostic participatif des communautés et choix du niveau de service.

Le diagnostic est réalisé dans le but de définir une assise socioéconomique précise à la réalisation du projet et de commencer à explorer les meilleures méthodes de gestion des réseaux d'eau. Le diagnostic socio-économique contiendra :

- (a) Une étude de plateforme socioéconomique, qui sera utilisée pour le Suivi et l'Evaluation (S & E) du projet. Les informations à recueillir pourraient comprendre : (i) le nombre de ménages possédant ou non un accès à l'eau et à l'assainissement ; (ii) un inventaire des ménages et de leurs caractéristiques (patriarcats, matriarcats, veuves) ; (iii) le type d'habitat : construction en dur, terre cuite, autres ; (iv) une typologie du tissu résidentiel des villages : concentré ou dispersé ; (v) les autres sources d'eau disponibles et leur cartographie ; (vi) le partage des rôles au sein des ménages, la répartition des tâches, le temps consacré à l'approvisionnement en eau ; (vii) le coût de l'approvisionnement en eau ; (viii) les pratiques et l'infrastructure en matière d'hygiène et d'assainissement ; et (ix) la collecte de statistiques sur les maladies véhiculées par l'eau.
- (b) Un diagnostic des formes actuelles d'organisation sociale et de la cohésion sociale (existence et types). Cela permettra aux EMS d'explorer le potentiel des divers modèles d'organisation et de gestion du réseau d'adduction d'eau et de celui de traitement des effluents. Cela permettra aussi d'identifier les organisations existantes et leur contribution possible à la mobilisation sociale et à la gestion des réseaux de distribution d'eau.
- (c) Une évaluation faite au niveau des communautés de leur richesse ou de leur pauvreté relative, ainsi que de leur propension à payer les différents choix techniques qui leur sont proposés.

De façon très concrète, ce diagnostic participatif correspond à une première visite des EMS dans les douars du projet, pour discuter avec toutes les parties prenantes. Elles consistent en :

- Information des élus, des populations concernées et de leur représentants, sur la consistance du projet d'AEP, l'origine et la qualité de l'eau et son coût, la portée du projet en matière d'objectifs à atteindre, la date prévisionnelle de démarrage des travaux, la durée prévue pour la mise en œuvre des divers lots, le mode de desserte retenu en première phase (les BF), l'évolution de cette desserte vers des réseaux avec des BI en fonction des souhaits et du degré d'acceptabilité par les ménages et les conditions d'accès, les différents mode de gestion qu'on peut proposer aux populations, les conditions d'accès (engagements pour la participation financière des ménages) et de consommation (engagements sur la participation aux coûts de l'eau) ;
- Analyse de la faisabilité du montage du projet en fonction des spécificités démographiques et socio-économiques : cadre administratif, caractéristiques démographiques, flux migratoires, degré de scolarisation et taux d'alphabétisation, rôles et tâches des femmes, inventaire des organisations professionnelles et associatives, accès, infrastructures sociales et économiques, topographie, typologie de l'habitat, ressources en eau actuellement exploitées (infrastructures hydrauliques existantes y compris les SAEP utilisés ou hors service), modes d'approvisionnement en eau, infrastructures traditionnelles d'assainissement existantes, activités économiques et salariales, volonté et capacité de participer financièrement au projet, état de la collecte au cas où l'ONEE aurait déjà entrepris des campagnes de sensibilisation dans ce sens, via les DP et les AM, etc.
- Analyse de la spécificité de chaque douar à visiter : taux d'adhésion au projet d'AEP proposé, niveaux de consommation de l'eau aux futures BF, nombre de BF souhaitées et désignation consensuelle des emplacements des BF, en rapport avec les problèmes de gestion future soit par des gardiens-gérants (GG), soit par des associations d'usagers de l'eau (AUE), soit par une microentreprise, perspectives des BI

- Sensibilisation des populations sur la nécessité de mobiliser rapidement les participations financières d'un nombre significatif de ménages, avant le lancement des AO et le démarrage des travaux, au plus tard.
- Sensibilisation des populations sur le déroulement des procédures techniques et administratives pour l'acquisition des terrains où seront posées des conduites de production et implantés les ouvrages d'art (étapes à suivre et délais)

Le diagnostic participatif fait l'objet d'un rapport détaillé de l'EMS à l'ONEE décrivant de manière objective et concrète les discussions et principaux points abordés lors de la discussion et les problèmes et obstacles à prendre en compte dans les étapes suivantes. Le rapport comprend également des reportages photographiques et ses tableaux en annexe, cartes sociales et de proximité avec report des emplacements souhaités par la population pour les BF prévues et les BF demandées en plus, liste des ménages, liste des comités de représentants des populations et autre information méritant d'être mentionnée.

A la suite de ce diagnostic, l'EMS pourra :

- Vérifier la demande de la communauté relativement au projet ;
- Identifier les potentialités locales (hommes et femmes, jeunes et personnes âgées) pouvant contribuer à la réalisation du projet ;
- Évaluer la faisabilité potentielle de divers modèles de gestion ;
- Faire des recommandations quant au système d'adduction d'eau (BF ou BI), en fonction de la situation et des préférences locales, ainsi que de critères techniques ;
- Aider la communauté à choisir le niveau de service désiré (pour la gestion de l'eau et celle des effluents).

Après que la communauté se sera prononcée quant au type d'adduction qu'elle souhaite (BF ou BI), l'EMS devra informer la Commune des résultats du diagnostic et du choix de la communauté. L'ONEE conclura alors un contrat avec la commune rurale, concernant la contribution financière de 15% devant être payée par la commune. De plus, les communautés commenceront à collecter leur contribution aux investissements.

Etape 3. Choix et constitution des structures de gestion de la communauté.

Ce cycle du projet suit ici deux cheminements différents, selon que la communauté se sera prononcée en faveur des BF ou des BI. Mais ces deux cheminements ont en commun les étapes suivantes :

- Choix par la communauté du modèle de gestion ;
- Constitution de l'unité de gestion au niveau de la communauté si c'est approprié ;
- Accord écrit du comité de la communauté, confirmant son engagement envers le projet ; et
- Consolidation et évaluation des impacts, ainsi que S & E.

Les stades de cette phase d'organisation de la communauté peuvent être résumés comme suit :

Bornes fontaines	Branchements individuels ¹²
1. Choix de la localisation des bornes fontaines conformément aux critères fixés.¹³	1. Discussions avec la communauté à propos des conditions d'accès aux BI ¹⁴
2. Accord de la communauté et faisabilité technique concernant les emplacements des BF	2. Etudes techniques et choix d'une option pour le traitement des effluents, en même temps que l'étude du réseau de distribution.

¹² Le travail des EMS auprès des communautés sera plus intense dans le cas des branchements individuels.

¹³**Critères de l'emplacement des BF** : une colonne pour une zone de 500 mètres dans le cas d'une population groupée ; une colonne pour 300 habitants en moyenne ; une colonne pour 100 à 150 habitants au moins pour une zone d'un km en cas d'habitat dispersé ; l'emplacement doit être accessible pour tous les utilisateurs.

¹⁴**Critères régissant les raccordements individuels** : consensus de la communauté en faveur des BI (au moins 70% des ménages demandent ce niveau de service) ; financement de 100% par les utilisateurs ; nécessité d'avoir au préalable constitué une association ou un autre organe de gestion destiné à gérer le système et à traiter avec l'ONEE ;

Bornes fontaines	Branchements individuels ¹²
3. Identification des modèles possibles pour la gestion du réseau d'eau et prestations d'enseignement. Achèvement de la collecte de la première tranche de la contribution de la communauté aux coûts d'investissement.	3. Choix du modèle de gestion, après des explications fournies par l'EMS quant aux conditions à remplir et aux responsabilités requises par les diverses possibilités. L'EMS dispense alors les formations techniques, si nécessaire.
4. Conclusion des contrats entre l'ONEE et les gestionnaires de la communauté.	4. Lancement par l'association de la période de financement et, si les travaux le nécessitent, mesures visant à l'acquisition de terrains.
5. Formation à l'hygiène concernant la gestion des approvisionnements en eau et celle des effluents.	5. Conclusion des contrats de gestion avec l'association appropriée.
6. Transfert de la gestion des BF aux gestionnaires et à la communauté, une fois que les contributions finales au coût d'investissements auront été reçues par le projet.	6. AT pour la création du système/réseau de traitement des effluents et d'assainissement
7. Suivi régulier du système de gestion et consolidation des structures de gestion ; suivi des questions de santé, d'hygiène et d'assainissement.	7. S'il existe des associations de gestion, suivi de celles-ci et soutien à leur fonctionnement, S & E de la gestion ainsi que des impacts environnementaux et sociaux.

Le rôle des EMS est d'une importance particulière : elles assistent les communautés et les aident à choisir la structure de gestion qui sera la plus appropriée. Une telle tâche est relativement simple dans le cas des bornes fontaines, mais, dans le cas de BI et de la maintenance du réseau de distribution, il faudra plus d'assistance et de consensus au sein des communautés. Les fonctions des EMS consisteront, entre autres, à :

- (a) Expliquer aux communautés les aspects législatifs de chaque modèle de gestion (opérateur de colonne montante, association d'utilisateurs de l'eau, coopérative, opérateur privé, etc.) ;
- (b) Expliquer le rôle des autres parties prenantes (les communes rurales et l'ONEE) ;
- (c) Démontrer le rôle et les avantages de chaque modèle de gestion, compte tenu des besoins et des caractéristiques des communautés ;
- (d) Expliquer les rôles et obligations des intervenants de tel ou tel modèle de gestion ;
- (e) Assister les communautés qui constituent des associations de gestion et leur fournir des formations ;
- (f) Aider les communautés à intégrer les femmes lors des phases de préparation et de création des associations de gestion ; et
- (g) Mettre à la disposition des membres d'une association de gestion les documents nécessaires à la bonne marche de celle-ci : modèles de statuts et de tenue des assemblées, textes législatifs régissant les microentreprises, droits et devoirs des associations, copies de conventions passées entre les communautés, les communes rurales et l'ONEE, etc.

Les EMS devront continuer à travailler au sein des communautés jusqu'à ce que le modèle de gestion choisi fonctionne, puis, pendant les deux années suivantes, à continuer à assurer un soutien de suivi, à l'aide de visites occasionnelles. Ces structures de gestion peuvent concerner plus qu'un seul douar ; mais, pour éviter tout conflit, il faut que tous les ménages soient d'accord quant au modèle choisi. Les modalités du modèle de gestion retenu doivent comprendre des mesures destinées à garantir une représentation adéquate des intérêts des femmes.

Les EMS conserveront un dossier contenant les informations nécessaires à l'ONEE et, par suite, à la signature des contrats.

Le suivi sera aussi participatif que possible et se fera avec l'aide des EMS. Il contiendra, outre les indicateurs de résultat, les indicateurs d'impact social caractéristiques de la communauté. Nous suggérons que dès le début du diagnostic social, l'EMS sélectionne un petit échantillon permettant de mesurer les impacts. Cet

échantillon devra être assez hétérogène pour refléter l'ensemble de la communauté. Il permettra d'effectuer un suivi de l'évolution du bien-être et de la qualité de vie des communautés (taux de scolarisation, alphabétisation des femmes, hausse du niveau de revenu, nouvelles activités économiques, régression des maladies véhiculées par l'eau et de la mortalité des enfants en bas âge, etc.).

L'Accompagnement de l'EMS et des équipes de l'assistance technique se poursuit durant toute la mise en œuvre du projet, et ce jusqu'à la mise en service. Ainsi l'AT intervient également :

- Dans le suivi de l'état de la collecte des contributions des communes et des ménages ;
- L'implantation des BF avec les entreprises et les populations + prise en compte des demandes pour des BF supplémentaires, à condition que les exigences sociales (fondées sur la demande), techniques et financières le permettent ;
- La mise en service industriel du système ;
- Aide à la désignation consensuelle des gardiens gérants (GG) pour les bornes fontaines
- Formation des GG aux relations entre l'eau, l'assainissement et la santé.
- Sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène, le stockage de l'eau à domicile, la propreté aux abords des BF ;
- La bonne gestion des BF.

L'EMS mène également pour le compte de et en collaboration étroite avec l'ONEE des interventions pour :

- Régler les problèmes d'opposition (tronçons de conduites, BF, brise-charges, ouvrages d'art, etc.)
- Régler les litiges découlant des problèmes d'expropriation qui sont traités avec lenteur (en collaboration avec les topographes et les services juridiques de l'ONEE, les AL, les AM et DP et l'AT)
- Analyse des demandes tardives de BF supplémentaires (aspects sociaux, techniques et financiers)
- Décision à prendre dans le cas où le projet rentre en « concurrence » avec des systèmes d'AEP existants, exploités ou non. Idem pour des douars bénéficiant de BF installées en dehors de l'ONEE (CR, bienfaiteurs, projets des OMVA, OCP, etc.)
- En cas de très fortes demandes de dessertes par BI dans des douars bien structurés (et si le projet prévoit la mise en œuvre de ce volet) : criblages technique, social et environnemental.

ANNEXE C : MOBILISATION SOCIALE : DIAGNOSTIC PARTICIPATIF ET EXPROPRIATION

C'est la phase la plus longue et la plus décisive dans le processus de mobilisation sociale. Elle se déroule, en principe, avant le commencement des travaux et permet d'instaurer la confiance avec les usagers en se basant sur une communication et un dialogue clair et convainquant. Les conditions du projet doivent être bien expliquées aux futurs usagers pour faire le bon choix aussi bien du mode de desserte que celui de la gestion.

1. INFORMATION ET IMPLICATION DES AUTORITES LOCALES ET DES COMMUNES RURALES

C'est une étape préliminaire qui devra être faite en amont du processus de mobilisation sociale dans chaque province. Il s'agit de :

- Informer les autorités dans les provinces et des élus sur les projets retenus pour chaque province et la planification des CR concernées. C'est une réunion organisée et animée par l'ONEE-Branche Eau appuyé pour informer les autorités provinciales et les élus sur les projets retenus par l'ONEE-Branche Eau et les conditions d'accès, s'assurer de l'adhésion des communes concernées.
- présenter la consistance des projets, de justifier la liste des CR et des douars retenus, d'expliquer la conception technique, de présenter l'échéancier et les orientations concernant la possibilité que l'utilisateur a pour les choix du mode de desserte et le mode de gestion ainsi que pour les facilités de paiement accordées par l'ONEE-Branche Eau.
- recueillir les réactions éventuelles des élus concernant les conditions d'accès (BF/BI) et la conception des projets.
- Expliquer la nécessité d'implication des communes dans la mise à disposition du projet d'une partie du foncier nécessaire pour la réalisation du projet et qui n'est pas prise en charge dans l'expropriation ;

Lors de cette réunion, l'IC précisera la démarche retenue pour la mobilisation des populations. Il demandera aux autorités provinciales et aux élus d'appuyer ses efforts dans ce domaine. La nécessité de la mobilisation de la contribution financière de chaque partenaire sera soulignée et les délais seront précisés.

2. INFORMATION ET IMPLICATION EFFECTIVE DES COMMUNES RURALES :

C'est une réunion qui sera réalisée par l'ONEE- BE appuyé par la sociologue de l'AT. Cette rencontre a pour objectif d'informer les membres du conseil communal sur la nécessité de la concrétisation de la convention avec l'ONEE (si ce n'est déjà fait) et de les sensibiliser sur la participation financière de la CR à verser dans les délais requis et selon les modalités de paiement arrêtées. Le conseil communal sera informé que la liste définitive des douars retenus dans le programme sera remise après les résultats du diagnostic participatif. Il précisera également les conditions des BI et obtiendra un accord de principe de financement au cas où ce mode sera adopté et accordé à la communauté.

Lors de cette réunion, un engagement de la CR pour l'appui à la mise à disposition de terrain pour les conduites et le réseau de distribution et/ou l'emplacement des BF (selon le ou les modes de dessertes retenus) sera recherché. Il sera précisé qu'un engagement sera demandé aux ménages qui seront concernés par la mise à disposition des terrains pour le programme. Dans la même réunion, il sera expliqué aux CR la nécessité de leur implication dans l'appui au cours de la mise en œuvre particulièrement dans la constitution de l'association et la validation des GG. Un PV sera rédigé et signé par tous les présents.

Afin d'éviter les contraintes et les retards engendrés par les oppositions des populations, l'expropriation et/ou l'accord des usagers et propriétaires des parcelles destinées aux ouvrages et/ou passage des conduites devront être résolus ou au moins le processus d'expropriation devra être bien avancé avant la mobilisation sociale. L'implication des CR et éventuellement des autorités locales pour accélérer le processus est recommandé.

L'intervention des équipes de la mobilisation sociale se fera en concertation avec l'ONEE-BE et exigera deux préalables :

- que les problèmes d'expropriation soient discutés et que les démarches d'expropriation soient avancées avant d'impliquer les populations,
- que la question du foncier qui sera cédé par les populations soit discutée avec les CR et que ces dernières s'engagent à faire l'interface avec les populations pour la mise à disposition du foncier nécessaire pour le programme.

La programmation des systèmes, des CR et des douars sera arrêtée selon les priorités fixées pour la réalisation des études techniques et des travaux et selon la disponibilité de la contribution financière des CR. C'est à ce stade qu'une solidarité entre les CR devrait être recherchée en fonction de la conception technique. Dans le cas où le sous projet (système) concerne plusieurs CR, l'engagement des CR se fera en concertation avec le conseil provincial ou régional. Il devra également être matérialisé par une convention qui devrait préciser l'apport et la responsabilité de chacun. Les délais du ou des versements de la participation financière de la ou les CR seront arrêtés.

La réunion avec les CR concernées vise à les impliquer très tôt dans le processus de l'approche participative. Il s'agit également de les responsabiliser et d'obtenir d'elles un engagement ferme quant à :

- la mobilisation du foncier nécessaire pour la distribution de l'eau intra et inter douars (l'attribution du foncier à charge de la commune et des bénéficiaires sera arrêté par l'ONEE sur la base des études techniques),
- la participation financière dans les délais et à l'appui aux unités de gestion. Dans cette réunion, les conditions pour accéder aux options BF ou BI et les délais à respecter pour l'adhésion seront précisées ;
- la responsabilisation environnementale en cas des BI. En effet, les CR sont responsables pour faire respecter les normes d'hygiène et d'assainissement en cas de branchements individuel par les ménages (rappelons son rôle dans l'application des lois en vigueur). Dans ce sens, il sera conseillé aux CR de conditionner l'autorisation communale de BI par la satisfaction d'un SEEU approprié.

Cette réunion est stratégique et devrait être préparée et animée par l'ONEE -BE (avec une présentation du projet) et appui par le sociologue qui devra présenter l'approche de la mobilisation sociale et les différentes étapes d'implication des bénéficiaires.

3. INFORMATION, DIAGNOSTIC PARTICIPATIF ET ENGAGEMENT DES USAGERS

Cette étape est très importante dans la mesure où elle permet d'avoir d'une part les données clés et de s'assurer de l'adhésion des usagers au projet ainsi que du choix du mode desserte. Elle couvre les éléments suivants :

- Information et engagement des populations pour le projet : il s'agit d'informer les populations sur le projet et ses bienfaits, ses conditions d'accès (participation financière, la cession du foncier, les facilités accordés par l'ONEE, la présentation des résultats des études techniques et le processus de leur participation. C'est lors de cette étape où les bénéficiaires devraient être responsabilisés sur l'intérêt de leur adhésion (70% minimum des foyers devraient adhérer) qui devra être faite par un engagement collectif à travers un comité (formel ou informel créé lors de l'animation) pour l'accès aux BF. Un engagement individuel sera également demandé, en plus du collectif, en cas de BI.
- Diagnostic participatif : c'est lors de cette étape où se déroule le diagnostic participatif (DP), l'élaboration de la carte sociale, l'établissement de la liste des usagers et l'analyse du besoin d'AEP. Les équipes fourniront aux usagers des explications complémentaires concernant le choix de mode de desserte et ses implications sur les coûts et le mode de gestion. Dans le cas normal, cette étape nécessitera une journée. Si la localité présente des difficultés sociales ou physiques ou renferme plusieurs douars et/ou sous douars d'autres passages pourraient être envisagés. Lors de cette étape, l'équipe de la mobilisation sociale (EMS) entreprendra un diagnostic participatif complet sur toutes les données socio-économiques et socioculturelles nécessaires pour le programme (réalisation, suivi d'impact et durabilité). Ce diagnostic sera réalisé par des outils de l'approche participative : carte sociale, carte de voisinage, carte de ressources en eau, matrices, etc... Parmi les données qui seront collectées et les aspects qui seront traités on peut citer entre autres :

- population desservie ; nombre de foyers, nombre de ménages avec les noms des chefs de ménage,
- nature de l'habitat, typologie du douar ou de la localité : structure de l'habitat, foncier, infrastructures socio-économiques et leurs connections éventuelles à des SAE,
- les activités économiques des ménages, les compétences locales chez les hommes et chez les femmes, les attitudes et le comportement de la population concernant l'AEP du douar, les ressources en eau, (carte de ressources, infrastructure hydraulique (individuelle et collective),
- le rôle de chaque membre de la famille et surtout de la femme et des enfants dans l'approvisionnement et la gestion de l'eau, l'estimation du coût actuel de l'eau, etc.,
- les données relatives aux aspects sanitaires (hygiène et santé) et les statistiques des maladies en relation avec l'eau (si disponibles) ; les équipements actuels en matière d'assainissement liquide (avec une description du système d'évacuation des eaux usées), les risques de pollution.
- Une évaluation des organisations sociales et économiques existantes et des relations sociales inter et intra douars et entre organisations communautaires : Cette évaluation est primordiale pour connaître la nature des relations qui existent à l'intérieur d'un même douar ou entre les douars et les regroupements potentiels pour la constitution des unités de gestion ainsi que les organisations communautaires existantes actuellement. Leurs activités actuelles et leurs crédibilités vis-à-vis de la population, leur fonctionnement, leurs programmes. Cette évaluation est d'une grande importance car elle permettra d'évaluer la gestion des actions collectives et le niveau de la solidarité sociale et aidera par la suite dans le choix du mode de gestion du projet d'AEP. Dans le cas d'absence d'organisations communautaires, l'EMS devra demander à la population de désigner un comité qui pourrait être l'interlocuteur pour les étapes suivantes et qui pourraient évoluer en association dans le cas de BI.
- Valorisation de l'existant : de nombreux projets réalisés dans le cadre du PAGER par la DGH et/ou les communes rurales se trouvent dans la zone du projet. Ces systèmes seront, si la population le demande et en fonction de leur état, intégrés dans le système ONEE. Néanmoins, une évaluation préalable doit être réalisée et doit comprendre aussi bien le système d'AEP que l'unité de gestion (association). Une analyse fine sera réalisée pour apprécier le fonctionnement du SAEP afin d'évaluer la mise à niveau nécessaire pour optimiser son utilisation et ce avant de signer la convention avec l'ONEE-BE. Le fonctionnement de l'association sera également évalué afin de déterminer si elles ont besoin d'un renforcement dans le domaine de la gestion de la distribution de l'eau.
- L'analyse des capacités financières des populations à adhérer, à gérer et à consommer une eau payante au niveau des BF ou BI sera réalisée grâce à la stratification socio-économique. Aussi, grâce à cet outil, l'EMS devra aider les populations à réfléchir aux solutions et aux choix les plus appropriés à leurs conditions socio-économiques concernant le choix du mode de desserte et du mode de gestion.
- Choix du mode de desserte et de gestion : Il s'agit d'impliquer les populations dans la participation et la réflexion sur la conception de leur projet AEP au niveau de l'emplacement des BF ou réflexion sur le tracé du réseau en cas des BI ainsi que le mode de gestion à mettre en place pour la gestion des installations une fois réalisées (associations d'usagers d'eau potable, amicales, GG, Privé.....). Le choix du mode de desserte devra donc tenir compte de toutes les données collectées lors de cette phase, à savoir les données socio-économiques, physiques, environnementales. Les emplacements des BF seront précisés sur la carte sociale et leurs coordonnées seront prises par GPS et reportées sur la carte et dans la fiche douar. En cas de choix du mode de desserte par BI, les critères d'éligibilité pour accéder aux BI seront vérifiés avant l'engagement individuel. L'ONEE recevra, de la part de l'EMS, le diagnostic nécessaire pour justifier ce mode de desserte. L'EMS appuiera également l'ONEE pour la réalisation de différentes étapes nécessaires pour l'instauration des BI : DP approfondi (y compris la description des systèmes des eaux usées, taux d'engagement par douar, la liste des usagers ayant exigé ce mode de desserte, la liste des ménages ayant payé la contribution financière ainsi que l'avis des CR concernant sa participation à l'investissement.

- Accord de principe des CR sur le mode de desserte et de gestion retenus : Une réunion sera organisée par la sociologue au niveau de chaque CR. Seront invités à cette réunion : les élus dont les douars sont concernés par le projet, le président de la CR, les AL et les représentants des douars. L'objectif est d'informer les CR sur le mode de desserte et de gestion retenu par douar et d'obtenir leurs adhésions :
 - En cas de BF, la CR s'engage à valider le choix du GG par les communautés, de participer à la fixation du prix de vente au niveau des BF et suivre la gestion et l'accès de l'eau à tous les usagers sans restriction.
 - En cas de BI, la CR s'engage à payer les 50% du coût du réseau de chaque douar dont la population a opté pour ce mode de desserte.
 - La CR devra aussi être sensibilisé sur son rôle d'appui à la constitution et le suivi des UG qui seront retenues pour la gestion des réseaux et à la résolution des conflits au niveau communautaire.
 - Les CR, devront être les garantes pour l'obtention d'un engagement de chez les communautés sur la mise à disposition de terrain pour les conduites et le réseau de distribution et/ou l'emplacement des BF (selon le ou les modes de dessertes retenus).

Parallèlement à ce processus, l'ONEE-BE lancera les études des réseaux des douars afin de pouvoir communiquer les 50% à la CR et préparer la passation de la convention des BI.

- Information, éducation et communication (IEC) sur les conditions de l'hygiène et d'assainissement : Cette étape sera également une opportunité pour expliquer les exigences du projet concernant l'hygiène et l'assainissement surtout en cas de choix de mode de desserte par BI. Les futurs usagers seront informés sur l'appui spécifique qui sera accordé aux communautés ayant opté pour les BI. Cet appui consiste à la proposition de prototypes de systèmes d'évacuation des eaux usées (SEEU) qui tiennent compte des spécificités environnementales et des conditions physiques de la localité.
- Lancement de la collecte des contributions des usagers et suivi des contributions CR : même si les populations ont été informées des montants, c'est lors de cette étape où la collecte de la participation financière (PF) sera lancée. Cette opération se fera en étroite collaboration avec l'ONEE-BE le plus proche. Ce dernier fournira les carnets de souches pour la collecte et recevra les justificatifs de versements hebdomadairement pendant les périodes de la collecte de la participation financière. Les tableaux regroupant l'avancement de la collecte seront transmis aux directions régionales concernées au fur et à mesure de l'évolution des taux de collecte.

4. INFORMATION ET CONCERTATION AVEC LES AYANTS DROITS

Tout le long de cette phase, la sociologue et les chefs d'animation accompagneront les équipes de la DAJ et de l'IGT dans les réunions de conciliation et de négociation avec les ayants droits. Ainsi, en fonction du nombre des concernés, leurs répartitions dans les douars et l'éloignement, des réunions seront planifiées et organisées avec les AL puis avec les ayants droits.

Lors des réunions avec les AL, il est précisé qu'une consultation sera tenue avec les propriétaires des parcelles à exproprier pour effectuer le processus d'expropriation. Le plan montrant les parties qui seront à exproprier pour chaque projet ont été exposés aux participants des réunions.

La démarche adoptée, se basera sur la matrice A8 préalablement préparée dans le cadre du PAT et incluant la liste des personnes à exproprier, le type du statut foncier, les superficies, les montants, etc.. Cette démarche se déroulera selon les étapes suivantes :

- Remise de la liste des propriétaires concernés et le programme de déroulement de la consultation aux AL ;
- Invitation personnalisée, par les caids pour une réunion au niveau des CR pour compléter la fiche de données sur le propriétaire et sur la parcelle ;
- Réunion, au niveau des CR, avec les propriétaires et présentation des terrains à exproprier, la procédure et établissement des fiches portant tous les renseignements concernant la parcelle et son ou ses propriétaires y compris leur avis concernant l'expropriation et le prix fixé ;
- Déplacements aux douars pour travailler avec les propriétaires qui n'ont pas pu venir aux réunions ;
- Entretien téléphoniques avec les résidents hors zone pour apprécier leur avis concernant le projet et collecter les données et particulièrement leur avis par rapport à l'offre de l'ONEE.

Le déroulement des enquêtes et des concertations avec les ayants droits se présentera comme suit :

- Présenter aux ayants droits l'objet de la réunion et les grandes lignes des procédures de l'expropriation ainsi que leurs états d'avancement.
- Expliquer aux participants l'objet et le contenu de la fiche d'enquête à renseigner par le membre EMS et le technicien topographe en précisant le statut de leur parcelle : Melk, Melk assimilé, indivision, association, etc., et que dans le cas de l'indivision, ils sont priés de préciser s'ils ont la procuration des autres copropriétés.
- Informer les ayants droits de la superficie de la parcelle et du montant de l'indemnisation et qu'ils ont le choix d'accepter ou refuser le dit montant. En cas d'acceptation, le processus avec l'ONEE continuera alors qu'en cas de refus c'est la procédure juridique qui va être déclenchée. Le choix devra, cependant, être confirmé par une signature d'un PVAA et ce après vérification des documents de propriété.

Les autorités seront informées, lors de ce premier passage, que deux autres passages seront effectués pour les gens injoignables et ce, pour respecter les dans l'espoir de les rencontrer et leur expliquer le processus de l'expropriation et avoir leur avis (conformément aux dispositions de la PO 4.12). Lors des entretiens et des établissements des fiches, les propriétaires et les agents d'autorités qui accompagnaient les équipes ont fourni de nouvelles informations dont principalement :

Toutes ces informations seront reportées sur des fiches et seront saisies dans la base de données et les données seront analysées et classées selon la nature de statut foncier et selon l'existence ou non des documents justifiant la propriété. Les documents justifiants la propriété des ayants droits ainsi que leur CIN seront numérisés.

La base de données est actualisée au fur et à mesure de l'évolution de la situation (assainissement des questions en suspens telles que : le changement du statut, l'obtention de certificat administratif pour la mélikisation, la rencontre les propriétaires absents, etc.). Cette Base de données permettra aussi de suivre comment fixer les priorités des lots qui posent moins de travail et dont le problème d'expropriation pourrait être résolu rapidement.

ANNEXE A1.1 - ETAT D'ETABLISSEMENT DES DOSSIERS TECHNIQUES PARCELLAIRES.

Projet de financement (1)	Projet/ Sous projet (2)	N° de Lot	Intitulé de Lot	Ouvrage	Date de commencement travaux (prévisionnelle ou réelle)	N° dossier (PEQ)	Commune	Nombre de parcelle			Superficie Global (m2)	Nature juridique (3)	Procédure appliquée (4)	Réf, et date de transmission à DR6/FJ
								Imm	Non Imm	Total				
AEP des populations rurales de la province de Driouch	« l'adduction régionale du cercle de Rif »	Lot 1-1 et Lot 2-1	Lot 1-1 Conduites et lot 2-1 GC	Réservoir de mélange-Conduite		71812	Ajdir	12	5	17	8012	Melk	EXP	24/05/2016
	« l'adduction régionale du cercle de Rif »		Lot 1-1 Conduites	Conduite		71812	Ajdir	0	1	1	2820	DF	OT	24/05/2016
	« l'adduction régionale du cercle de Rif »	Lot 1-1	Lot 1-1 Conduites	Conduite		71812	Ait Youssef	70	57	127	31273	Melk Habouss	EXP	24/05/2016
	« l'adduction régionale du cercle de Rif »	Lot 1-2 ; Lot 1-3 et Lot 2-2	Lot 1-2 Conduites ; Lot 1-3 Conduites	Conduite-Station de reprise - Réservoir		71812	Trougout	170	64	234	73024	Melk Habouss	EXP	24/05/2016

Projet de financement (1)	Projet/ Sous projet (2)	N° de Lot	Intitulé de Lot	Ouvrage	Date de commencement travaux (prévisionnelle ou réelle)	N° dossier (PEQ)	Commune	Nombre de parcelle			Superficie Global (m2)	Nature juridique (3)	Procédure appliquée (4)	Réf, et date de transmission à DR6/FJ
								Imm	Non Imm	Total				
			et Lot 2-2 GC	de mise en charge										
	« l'adduction régionale du cercle de Rif »		Lot 1-2 Conduites ; Lot 1-3 Conduites	Conduite		71812	Trougout	1	0	1	611	DPE	Incorporation	24/05/2016
	« l'adduction régionale du cercle de Rif »	Lot 1-3	Lot 1-3 Conduites	Conduite		71812	Oulad Amghar	0	174	174	95814	Melk Habouss	EXP	24/05/2016
	« l'adduction régionale du cercle de Rif »	Lot 1-4	Lot 1-4 Conduites	Conduite		71812	Boudinar	0	103	103	77699	Melk	EXP	24/05/2016
	« l'adduction régionale du cercle de Rif »	Lot 1-5	Lot 1-5 Conduites	Conduite		71812	Beni Marghnine	0	25	25	18812	Melk	EXP	24/05/2016

Projet de financement (1)	Projet/ Sous projet (2)	N° de Lot	Intitulé de Lot	Ouvrage	Date de commencement travaux (prévisionnelle ou réelle)	N° dossier (PEQ)	Commune	Nombre de parcelle			Superficie Global (m2)	Nature juridique (3)	Procédure appliquée (4)	Réf, et date de transmission à DR6/FJ
								Imm	Non Imm	Total				
	« l'adduction régionale du cercle de Rif »	Lot 1-5	Lot 1-5 Conduites	Conduite		71812	Tazghine	0	177	177	106127	Melk Habouss	EXP	24/05/2016
AEP des populations rurales de la province de Driouch	S2 : AEP Trougout (2ème et 3ème Tranche)	Lot 2	Lot 2 GC	Réservoirs et stations de reprises	novembre-17	71812	Trougout	0	14	14	10868	Melk	EXP	28/02/2017
	S3 à S7 : AEP Boudinar et Od Amghar	Lot 2	Lot 2 GC	Réservoirs et stations de reprises	octobre-17	71812	Trougout	0	7	7	10806	Melk	EXP	28/02/2017
	S3 à S7 : AEP Boudinar et Od Amghar		Lot 2 GC	Réservoirs et stations de reprises	octobre-17	71812	Oulad Amghar	0	11	11	8277	Melk	EXP	28/02/2017
	S3 à S7 : AEP Boudinar et Od Amghar		Lot 2 GC	Réservoirs et stations de reprises	octobre-17	71812	Boudinar	0	14	14	21879	Melk	EXP	28/02/2017

Annexe A1.2 - Liste des parcelles par dossier (expropriation et /ou d'occupation temporaire)

